



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 11 JUILLET, 1896.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.  
2855

### PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN  
CHANCELLERIE.

Québec, 6 juillet 1896.

Le vingt-troisième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize, Edouard Bouffard, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Montmorency.

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
2917

### Nominations

No 162-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), de nommer le révérend Père Phidime Lecomte, membre du bureau d'examineurs de Hull, en remplacement du révérend Père Lauzon, démissionnaire.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11th JULY, 1896.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.  
2856

### PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
CHANCERY.

Quebec, 6th July, 1896.

The twenty-third day of June, one thousand eight hundred and ninety-six, Edouard Bouffard, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, to represent the electoral district of Montmorency.

EUG. ROUILLARD,

Deputy Clerk of the Crown in Chancery.  
2918

### Appointments

No. 162-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd of July instant (1896), to appoint the reverend Father Phidime Lecomte, member of the board of examiners of Hull, to replace the reverend Father Lauzon, resigned.

No 618-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), de nommer M. Firmin Campbell, avocat, et les révérends messieurs Elie-C. Fisette et Osias Gagnon, membres du bureau d'examineurs catholiques de Sherbrooke, en remplacement, le premier, de M. le juge Rioux, démissionnaire; le second de feu le révd M. P. Dignan, et le troisième, de M. l'abbé P.-Amédée Lefebvre, démissionnaire. 2927

No 728 A Elec.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), de nommer M. Frank-J. Hart, de Montréal, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal, en remplacement de lui-même.

No 923 Elec.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), de nommer M. Gaspard Lemoine, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement de lui-même. 2931

## Proclamation

Canada,  
Province de }  
Québec. }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—SALUT :

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable

No. 618-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd of July instant (1896), to appoint Mr. Firmin Campbell, advocate, and the reverend Messrs. Elie C. Fisette and Osias Gagnon, members of the board of catholic examiners of Sherbrooke, the first one to replace judge Rioux, resigned; the second the late Revd. Mr. P. Dignan, and the third the Abbé P. Amédée Lefebvre, resigned. 2028

Nor 728 A Elec.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd July instant (1896), to appoint Mr. Frank J. Hart, of Montreal, a member of the catholic school commission of the city of Montreal, continued in office.

No. 923 Elec.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd July instant (1896), to appoint Mr. Gaspard Lemoine, a member of the catholic school commission for the city of Quebec, continued in office. 2931

## Proclamations

Canada,  
Province of }  
Quebec. }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of J U L Y, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, you and each of you—GREETING :

## PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and ninety-six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the SEVENTEENTH day of the month AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved

Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU,  
Lieutenant-Gouverneur de la Province  
de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre  
Cité de Québec, dans Notre dite Province  
de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour  
de JUIN, dans l'année de Notre-Sei-  
gneur mil huit cent quatre-vingt-seize,  
et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2603

### Avis du Gouvernement

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 juillet 1896.

Avis public est par le présent donné, qu'il a plu  
à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,  
par ordre en date du 3 juillet courant (1896), de per-  
mettre que les minutes, répertoire et index de feu  
Antoine Fortier, en son vivant écuyer, notaire  
public, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-  
Montagnes, soient remis à Narcisse Forest, écuyer,  
notaire public, du même lieu, en vertu des disposi-  
tions du code du notariat, article 3685 S. R. P. Q.  
M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 juillet 1896.

Avis public est par le présent donné, qu'il a plu  
à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,  
par ordre en date du 3 juillet courant (1896), de per-  
mettre que les minutes, répertoire et index de  
feu H. St-Louis, en son vivant écuyer, notaire  
public, de la ville de Magog, soient remis à Hector  
Jasmin, écuyer, notaire public, du même lieu, en  
vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685  
S. R. P. Q.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

2919

No 600-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-  
VERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30  
juin dernier (1896), de détacher de la municipalité  
scolaire du Bois-de-l'Ail, dans le comté de Portneuf,  
les numéros 124, 125 et 126, du cadastre officiel de  
la paroisse de Saint-Basile, et la partie des numéros  
10, 12 et 15, du cadastre susdit, qui se trouve au  
nord du chemin Saint-Jacques, et les annexer à la  
municipalité scolaire de Saint-Basile, dans le même  
comté.

No 641-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-  
VERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30  
juin dernier (1896), de détacher de la municipalité  
scolaire de Amqui, comté de Rimouski, les lots sui-  
vants, savoir : Nos 23 à 44, inclusivement, du 1er  
rang du canton Lepage ; les lots Nos 7 à 18, inclu-  
sivement, du rang A du canton Amqui ; et les lots  
Nos 7 à 23, inclusivement, du rang B du dit canton  
Amqui, et les annexer à la municipalité scolaire de  
Causapsal, dans le même comté.

the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE  
CHAPLEAU, Lieutenant Governor of  
the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of  
Quebec, in Our said Province of Quebec,  
this TWENTY-NINTH day of JUNE, in  
the year of Our Lord one thousand eigh-  
hundred and ninety-six, and in the  
sixtieth.

By order,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery  
Quebec.

2604

### Government Notices

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 7th July, 1896.

Public notice is hereby given that His Honor the  
lieutenant governor in council has been pleased,  
by order dated the 3rd July instant (1896), to  
allow that the minutes, repertory and index of the  
late Antoine Fortier, in his lifetime esquire, notary  
public, of Sainte Scholastique, county of Two Moun-  
tains, be transferred to Narcisse Forest, esquire,  
notary public, of the same place, in virtue of the pro-  
visions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.  
M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 7th July, 1896.

Public notice is hereby given that His Honor the  
lieutenant governor in council has been pleased,  
by order dated the 3rd July instant (1896), to allow  
that the minutes, repertory and index of the late  
H. St-Louis, in his lifetime esquire, notary public,  
of the town of Magog, be transferred to Hector  
Jasmin, esquire, notary public, of the same place,  
in virtue of the provisions of the notarial code,  
article 3685 R. S. P. Q.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

2920

No. 600-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has  
been pleased, by order in council dated the 30th of  
June last (1896), to detach from the school muni-  
cipality of Bois de l'Ail, in the county of Portneuf,  
numbers 124, 125 and 126, of the official cadastre  
of the parish of Saint Basile, and the part of num-  
bers 10, 12 and 15, of the said cadastre, which is  
north of the Saint Jacques road, and to annex them  
to the school municipality of Saint Basile, in the  
same county.

No. 641-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has  
been pleased, by order in council dated the 30th of  
June last (1896), to detach from the school muni-  
cipality of Amqui, county of Rimouski, lots Nos. 23  
to 44, both inclusive, of the first range of the town-  
ship of Lepage ; lots Nos. 7 to 18, both inclusive,  
of range A of the township of Amqui ; and lots  
Nos. 7 to 23, both inclusive, of range B of said  
township of Amqui, and to annex them to the  
school municipality of Causapsal, in the same  
county.

No 825-95.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Angélique, dans le comté d'Ottawa, tout le territoire mentionné dans la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 23 octobre 1894, et l'annexer à la municipalité scolaire de Montebello, dans le même comté.

No 538-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-aux-Liens, dans le comté de Jacques-Cartier, le lot de terre désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saints-Anges-de-Lachine, sous le numéro neuf cent quinze, et l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Lachine, dans le même comté. 2937

No 1052-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), d'ordonner que le bureau d'examineurs de "Valleyfield" soit autorisé à délivrer des diplômes d'école académique. 2933

No 850-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), d'amender l'arrêté en conseil No 177, du 28 mai dernier, 1896, concernant le changement de date de la session d'été du bureau d'examineurs de Rimouski, en substituant les mots "au deuxième mardi du mois de juin" à ceux "au dernier mardi du mois de juin," qui s'y trouvent.

No 587-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), d'ordonner que les dates des sessions du bureau d'examineurs de "West-Farnham" soient, pour l'avenir, fixées au dernier mardi des mois de février, juin et octobre de chaque année. 2935

No 958-94.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 3 juillet courant (1896), d'annuler l'arrêté en conseil No 185, du 28 mai dernier (1896), divisant le bureau d'examineurs de Papineauville et Saint-Jovite, en deux bureaux d'examineurs distincts, portant respectivement le nom de "Bureau d'examineurs de Papineauville", et de "Bureau d'examineurs de Saint-Jovite", vu que le comité catholique du conseil de l'Instruction publique n'a pas pourvu à la nomination des membres des bureaux susdits. 2929

No 1262-95.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Rose, comté de Laval, les lots portant les numéros qui suivent du

No. 825-95.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to detach from the school municipality of Sainte Angélique, in the county of Ottawa, all the territory mentioned in the proclamation of the lieutenant governor of the province of Quebec, dated the 23rd of October, 1894, and annex it to the school municipality of Montebello, in the same county.

No. 538-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to detach from the school municipality of Saint Pierre aux Liens, in the county of Jacques Cartier, the lot of land described on the official cadastre of the parish of Saints Anges de Lachine, as number nine hundred and fifteen, and annex it to the school municipality of the parish of Lachine, in the same county. 2938

No. 1052-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd July instant (1896), to order that the board of examiners of "Valleyfield" be authorized to grant academy diplomas. 2934

No. 850-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd of July last (1896), to amend order in council No. 177, of the 28th of May last, 1896, concerning the change of the date of holding the summer session of the board of examiners of Rimouski, by substituting the words "the second Tuesday of the month of June" for "the last Tuesday of the month of June," which are found therein.

No. 587-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd of July last (1896), to order that the dates of the sessions of the board of examiners of "West Farnham" be fixed, in future, for the last Tuesday of the months of February, June and October of every year. 2936

No. 958-94.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 3rd of July next (1896), to annul the order in council of the 28th of May last (1896), dividing the board of examiners for Papineauville and Saint Jovite, into two distinct boards, to be known as the "Board of examiners for Papineauville," and the "Board of examiners for Saint Jovite," seeing that the catholic committee of the Council of Public Instruction has not provided for the appointment of members of the said boards. 2930

No. 1262-95.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to detach from the school municipality of the parish of Sainte Rose, county of Laval, the lots bearing the following numbers of

cadastre de la paroisse de Sainte-Rose, savoir : de 327 à 335 inclusivement ; de 340 à 344 inclusivement, et de 347 à 391 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire sous le nom de municipalité de la " Côte-des-Lacasse."

No 825-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), d'ériger en municipalité scolaire le " canton Loranger ", dans le comté d'Ottawa, avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme tel canton.

No 80-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de " La Madeleine," dans le comté de Gaspé, le territoire suivant, savoir : " A partir de l'est de la Grande-Rivière, et vers l'ouest à la ligne de démarcation de la municipalité scolaire de " Gros-Morne," formant sur le littoral du fleuve un front de sept milles environ sur neuf milles de profondeur," et l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Manche-d'Épée."

No 467-92.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-George-de-Malbaie, comté de Gaspé, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, du premier rang est du canton Malbaie, dans la paroisse de Saint-George-de-Malbaie, et les ériger en municipalité scolaire séparée, sous le nom de " Grande-Anse."

No 1141-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), d'ériger en municipalité scolaire la paroisse de " Notre-Dame-du-Saint-Rosaire ", dans le comté d'Arthabaska, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 14e jour du mois de mars 1894.

No 2821-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher les lots 24, 25, 26, 27, 28, la moitié nord du lot 23 et la moitié sud du lot 21, tous dans le seizième rang du canton de Hull, et les lots 23, 24, 25, du quinzième rang du dit canton, de la municipalité scolaire de Chelsea.

La partie sud des lots 3 et 4 (75 acres), la moitié sud du lot 5 et tous les lots 6 et 7, du premier rang du canton de Wakefield, de la municipalité scolaire de Wakefield (Lapêche.)

Le lot 2, dans le douzième rang, et le lot 12, dans le troisième rang du canton de Eardley, de la municipalité scolaire de Chelsea, et de les ériger en municipalité scolaire séparée devant être connue sous le nom de municipalité de " Vallée-Gatineau."

No 232-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), d'ériger en municipalité sco-

the cadastre of the parish of Sainte Rose, to wit : from 327 to 335 included ; from 340 to 344 included, and from 347 to 391 included, and to erect them into a school municipality under the name of municipality of " La Côte des Lacasse."

No. 825-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to erect into a school municipality the " township Loranger," in the county of Ottawa, with the same limits which are assigned to it as such township.

No. 80-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th June last (1896), to detach from the school municipality of " La Madeleine," in the county of Gaspé, the following territory, to wit : " Starting from the east of Grande Rivière, towards the west to the boundary line of the school municipality of " Gros Morne," forming on the shore of the river Saint Lawrence a front of about seven miles by nine miles in depth, and to erect it into a distinct school municipality under the name of "Manche d'Épée."

No. 467-92.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th June last (1896), to detach from the school municipality of Saint George de Malbaie, county of Gaspé, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14, of the first range east of the township Malbaie, in the parish of Saint George de Malbaie, and erect them into a separate school municipality, under the name of " Grande Anse."

No. 1141-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to erect into a school municipality the parish of " Notre Dame du Saint Rosaire," in the county of Arthabaska, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the lieutenant governor of the province of Quebec, dated the 14th day of the month of March, 1894.

No. 2821-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th of June last (1896), to detach lots 24, 25, 26, 27, 28, the north half of lot 23, and the south half of lot 21, all in the sixteenth range of the township of Hull, and lots 23, 24 and 25, of the fifteenth range of said township, from the school municipality of Chelsea.

The south part of lots 3 and 4 (75 acres), the south half of lot 5 and all of lots 6 and 7, of the first range of the township of Wakefield, from the school municipality of Wakefield (Lapêche.)

Lot 2, in the twelfth range, and lot 12, in the third range of the township of Eardley, from the school municipality of Chelsea, and to erect them into a separate school municipality to be known as the " Gatineau Valley " municipality.

No. 232-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 30th of June last (1896), to erect into a school muni-

laire la nouvelle paroisse de Sainte-Christine, dans le comté de Portneuf, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur, en date du 10 avril dernier, 1896.

No 329-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de diviser la municipalité scolaire de Eaton, comté de Compton, en deux municipalités scolaires séparées, en détachant la ville de Cookshire, avec les limites données dans les statuts de Québec, sec. 2, chap. 57 de 55-56 Victoria, et l'érigant en une municipalité scolaire distincte.

Ces division et érection devant prendre effet le 1er juillet 1896, et affecteront les protestants seulement.

No 644-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), d'ériger en municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, la paroisse de "Saint-Bernardin-de-Waterloo", comté de Shefford, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 26 mars 1867, à l'exception de la partie comprise dans les limites de la ville de Waterloo.

No 427-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher le village d'Ormstown de la municipalité scolaire de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay, et l'ériger en une municipalité scolaire séparée, sous le nom de "Village de Ormstown", avec les mêmes limites que celles données comme municipalité de village, par proclamation du 18 décembre 1889.

2925

No 1743-89.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 30 juin dernier (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge, comté d'Hochelaga, le territoire suivant, savoir :

(a) Par une ligne partant du coin de l'avenue Duluth (ci-devant rue Breboeuf ou rue Saint-Jean-Baptiste) et rue Amherst, et de là le long de la ligne de borne entre les quartiers Saint-Jacques et Sainte-Marie d'un côté, et le quartier Saint-Jean-Baptiste de l'autre côté (anciennes limites de cité) jusqu'au chemin Papineau, de là jusqu'au milieu du chemin Papineau jusqu'à l'avenue Mont-Royal, de là le long du milieu de Mont-Royal jusqu'à la rue Amherst, de là descendant le milieu de la rue Amherst jusqu'au point de départ.

(b) Par une ligne partant du coin de la rue Iberville et le prolongement proposé de la rue Sherbrooke, de là par le milieu de la rue Iberville jusqu'à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien, de là le long de la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'au point où il traverse le prolongement projeté de la rue Sherbrooke, de là suivant le milieu du dit prolongement projeté de la rue Sherbrooke jusqu'au point de départ, et l'annexer à la cité de Montréal, pour les protestants seulement.

(c) De détacher ce territoire compris par une ligne partant du coin de la rue Amherst jusqu'aux limites est de la cité, et du côté nord de l'avenue Mont-Royal jusqu'à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien, suivant la ligne du chemin de

cipality the new parish of Sainte Christine, in the county of Portneuf, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the lieutenant-governor, dated the 10th day of April last, 1896.

No. 329-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 30th June last (1896), to divide the school municipality of Eaton, Compton county, into two separate school municipalities, by detaching the town of Cookshire, with the limits given in the statutes of Quebec, sec. 2, chap. 57 of 55-56 Victoria, and erecting it into a distinct school municipality.

These division and erection to take effect on the 1st of July, 1896, and to apply to protestants only.

No. 644-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 30th of June last (1896), to erect into a school municipality, for catholics only, the parish of Saint Bernardin de Waterloo", in the county of Shefford, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 26th of March, 1867, except the part comprised within the limits of the town of Waterloo.

No. 427-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 30th of June last (1896), to detach the village of Ormstown from the school municipality of Saint Malachie d'Ormstown, county of Châteauguay, and to erect it into a separate school municipality, to be known as "The Village of Ormstown," with the same limits as were given to it as a village municipality under proclamation of December 18th, 1889.

2926

No. 1743-89.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th June last (1896), to detach from the school municipality of Saint Grégoire le Thaumaturge, county of Hochelaga, the following territory, namely :

(a) By a line starting at the corner of Duluth avenue (formerly Breboeuf street or Saint Jean Baptiste street) and Amherst street, and thence along the boundary line between Saint James and Saint Mary's wards on the one side, and Saint Jean Baptiste ward on the other (old city limits) to Papineau road, thence up the middle of Papineau road to Mount Royal avenue, thence along the middle of Mount Royal to Amherst street, thence down the middle of Amherst street to the point of starting.

(b) By a line starting at the corner of Iberville street and the proposed prolongation of Sherbrooke street, thence in the middle of Iberville street to the line of the Canadian Pacific Railway, thence along the line of the Canadian Pacific Railway to the point of its crossing the proposed prolongation of Sherbrooke street, thence along the middle of the said proposed prolongation of Sherbrooke street to the point of starting, and annex it to the city of Montreal, for protestants only.

(c) To detach that territory comprised by a line starting from the corner of Amherst street to the eastern limits of the city, and from the north side of Mount Royal avenue to the Canadian Pacific Railway track, following the line of the Canadian

fer Pacifique Canadien, de là jusqu'au point de départ, et l'annexer à la municipalité scolaire de la Côte-Saint-Louis, Hochelaga, pour les protestants seulement.

(d) De l'intersection du chemin de fer du Pacifique Canadien et le chemin Papineau descendant le chemin Papineau jusqu'aux limites de la cité, de là le long des limites de la cité jusqu'à la rue Iberville, de là le long de la rue Iberville jusqu'à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien, et le long de la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'au point de départ, et l'annexer à la municipalité scolaire de la Côte-de-la-Visitation, Hochelaga, pour les protestants seulement. 2943

No 1220-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-sixième jour d'août prochain, 1896, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par le règlement adopté par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sanctionné par arrêté en conseil du 17 juillet 1888.

PAUL DE CAZES,  
Secrétaire.  
2923

Québec, 11 juillet 1896.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6432.

*Aldfield.*

Lots 37 et 38, du 2e rang, à veuve Margt. Ryan.

Lot 6, du rang ouest, à Wm. Bennett.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 9 juillet 1896.

2971

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

Pacific Railway track, thence to the point of departure, and annex it to the school municipality of Côte Saint Louis, Hochelaga, for protestants only.

(d) From intersection of the Canadian Pacific Railway and Papineau road down Papineau road to city limits, thence along the city limits to Iberville street, thence along Iberville street to the Canadian Pacific Railway tract, and along Canadian Pacific Railway tract to point of departure, and annex it to the school municipality of Côte Visitation, Hochelaga, for protestants only.

2944

No. 1220-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-sixth day of August next, 1896, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the roman catholic committee of the council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations adopted by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, sanctioned by an order in council of the 17th July, 1888.

PAUL DE CAZES,  
Secretary.  
2924

Quebec, 11th July, 1896.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6432.

*Aldfield.*

Lots 37 and 38, in the 2nd range, to widow Margt. Ryan.

Lot 6, in the west range, to Wm. Bennett.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,

Quebec, 9th July, 1896.

2972

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the english and french languages.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arcnes, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent être présentées au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent être présentés au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

2075 JNO. G. BOURINOT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

#### REGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

2077 EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

#### EXTRAIT DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

2076 JNO. G. BOURINOT,  
Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notices shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

2078 EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES  
COMMUNES.

*Resolu.*—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :—

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

2079 Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF  
COMMONS.

*Resolved.*—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

2080 Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne peuvent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2851

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la

manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

2852

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal,

construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou qu'il propose amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

" Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront revêtus par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. "

" Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. "

" Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. "

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. "

" Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. "

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

2853

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

2854

Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 958.

Dame Philomène Garceau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Alfred Friend, du même lieu, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Alfred Friend, des cité et district de Montréal, hôtelier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

JAS. CRANKSHAW,  
Procureur de la demanderesse. 2901

COMMISSION A BARRIERES DE LA RIVE  
NORD, A QUEBEC.

Les porteurs de débetures sont par les présentes notifiés que mardi, le 14 courant, à 10 heures A. M., au bureau de la Commission, l'on procédera à l'élection de trois syndics, conformément à la loi.

Les personnes ayant des procurations devront aussi produire les débetures afin d'établir leur droit de vote.

Par ordre du Bureau,  
G. H. BURROUGHS,  
Secrétaire-trésorier.

Québec, 6 juillet 1896.

2921

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 958.

Dame Philomène Garceau, of the city and district of Montreal, wife *commune en biens* of Alfred Friend, of the same place, restaurant keeper, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs.

Alfred Friend, of the city and district of Montreal, restaurant keeper. Défendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant in this cause.

JAS. CRANKSHAW,  
Attorney for plaintiff. 2902

QUEBEC NORTH SHORE TURNPIKE  
TRUST.

The bondholders are hereby notified that on Tuesday, the 14th instant, at 10 o'clock A. M., at the office of said Company, will take place the election of three trustees, in accordance with the law.

The holders of proxies must produce the debentures so as to shew their right to vote.

By order of the Board,  
G. H. BURROUGHS,  
Secretary treasurer.

Quebec, 6th July, 1896.

2922

*Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.*

No. 568.

Rosanna Bédard, épouse de Louis Johnson, commerçant, du village de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a institué, contre son époux, une action en séparation de biens, le 19 décembre 1895.

PELLAND &amp; GIRARD,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 29 juin 1896. 2879-2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 378.

Dame Catherine Calder, épouse de Peter James McGibbon, du township de Chatham, dit district, Demanderesse ;

vs.

Peter James McGibbon, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

R. P. DE LARONDE,

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 29 juin 1896. 2881-2

Avis est par le présent donné que dans un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé sous le nom de "Cascapedia Pulp and Lumber Company."

L'objet de la compagnie est de manufacturer et vendre les produits de forêt tel que pulpe de toute sorte, bois, billots, planches, écorce, bardeaux et lumière électrique, et tous articles de commerce manufacturés avec pulpe et bois.

Acquérir, avoir, posséder et occuper des propriétés et y ériger toutes bâtisses nécessaires, manufactures, moulins et magasins ; acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ; acquérir, avoir, posséder et occuper des limites à bois et licences ; acquérir, avoir et posséder des bateaux à vapeur, des barges voilières et chalands ; de transporter et dériver les billots de toute sorte dans la rivière Cascapedia et ses tributaires au canton de Maria et plus en haut ; de construire et maintenir des écluses, glissoires, tabliers, estacades, portes d'écluse et autres travaux nécessaires pour faciliter la flottaison et le transport de leurs billots et bois, le tout en rapport avec les affaires de la dite compagnie.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, province de Québec ;

Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de trois cent mille piastres, divisé en trois mille actions de cent piastres chacune ;

Les requérants sont Joseph Mizaël Fortier, de la cité de Montréal, manufacturier de cigares ; Alphonse Charlebois, de la cité de Québec, entrepreneur ; Théodore Nadeau, de la cité de Montréal, président de la Washington Building Trust Company ; Thomas Harkness, de la cité de Montréal, gérant de la compagnie de cigares "Crème de la Crème" ; Charles Henry Joseph Maguire, de la cité de Québec, comptable.

Les premiers directeurs de la compagnie seront Joseph M. Fortier, Alphonse Charlebois et Théodore Nadeau, requérants ci-dessus mentionnés.

JOSEPH MIZAEÛL FORTIER,

ALPHONSE CHARLEBOIS,

Entrepreneur, de la cité de Québec ;

THEODORE NADEAU,

THOMAS HARKNESS,

CHARLES HENRY JOSEPH MAGUIRE.

2857-2

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, tenue conformément à la loi, au bureau de la dite compagnie, 1608, rue Notre-Dame, Montréal, le 22<sup>e</sup> jour de juin 1896, un

*Superior Court—Saint Hyacinthe.*

No. 568.

Rosanna Bédard, wife of Louis Johnson, trader, of the village of Marieville, district of Saint Hyacinthe, has instituted, against her husband, an action for separation of property, the 19th December, 1895.

PELLAND &amp; GIRARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 29th June, 1896. 2880

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 378.

Dame Catherine Calder, wife of Peter James McGibbon, of the township of Chatham, said district, Plaintiff ;

vs.

Peter James McGibbon, of the same place, farmer, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause.

R. P. DE LARONDE,

Plaintiff's attorney.

Sainte Scholastique, 29th June, 1896. 2882

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor in council for letters patent, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders, a body politic and corporate under the name of "Cascapedia Pulp and Lumber Company."

The object of the company is the manufacturing and selling from the products of the forest, all kinds of pulp, lumber, logs, boards, bark, shingles and electric light, and all articles of commerce manufactured from pulp and wood.

To acquire and hold, own, possess and occupy real estate, and erect thereon all necessary buildings, factories, mills and storehouses ; to acquire and utilize water powers ; to acquire, hold, occupy, possess and own timber limits and licenses ; to acquire, own and possess steamers, sailing vessels, barges and scows ; to transmit and drive logs of all kinds down the Cascapedia river and its tributaries at and above the township of Maria ; to built and maintain dams, slides, aprons, booms, gate locks and other necessary works to facilitate the floating or transmission of their logs and timber, the whole for purposes of the business of the said company.

That the chief place of business of the said company is to be in the city of Quebec, province of Quebec ;

That the amount of the capital stock of said company is to be three hundred thousand dollars, divided into three thousand shares of one hundred dollars each ;

The petitioners are Joseph Mizaël Fortier, of the city of Montreal, cigar manufacturer ; Alphonse Charlebois, of the city of Quebec, contractor ; Théodore Nadeau, of the city of Montreal, president of the Washington Building Trust Company ; Thomas Harkness, of the city of Montreal, manager of the "Crème de la Crème Cigar Company" ; Charles Henry Joseph Maguire, of the city of Quebec, accountant.

The first directors of the company are to be Joseph M. Fortier, Alphonse Charlebois and Théodore Nadeau, above mentioned petitioners.

JOSEPH MIZAEÛL FORTIER,

ALPHONSE CHARLEBOIS,

Contractor, of the city of Quebec ;

THEODORE NADEAU,

THOMAS HARKNESS,

CHARLES HENRY JOSEPH MAGUIRE.

2858

Notice is hereby given that at a meeting of the board of directors of the Châteauguay and Northern Railway Company, held pursuant to law, at the offices of the company, 1608, Notre Dame street, Montreal, on the 22<sup>nd</sup> day of June, 1896, a further

autre appel de dix pour cent sur les actions souscrites et non payées du capital-actions a été fait, payable entre les mains du secrétaire, au bureau de la compagnie, 1608, rue Notre-Dame, Montréal, le 29e jour de juillet prochain, 1896; ainsi qu'un autre appel de dix pour cent sur les dites actions, payable de la même manière le 1er jour de septembre prochain, 1896; et un autre appel de dix pour cent payable de la même manière le 3e jour d'octobre prochain, 1896.

Par ordre,  
J. P. MULLARKEY,  
Secrétaire.  
Montréal, 23 juin 1896. 2809-3

## AVIS.

Avis est par le présent donné que, à l'expiration d'un mois de la première publication de cet avis, le Conseil Suprême du Home Circle (une société de bienfaisance et de secours mutuels, ayant son principal bureau dans la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour être autorisé à faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 29e année du Règne de Sa Majesté, chapitre 34, intitulé: Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

JOHN HASKELL BUTLER,  
Aviser légal du Conseil Suprême  
Home Circle.

244, rue Washington,  
Boston, Mass., E. U. A.  
Daté ce 16e jour de mai A. D. 1896. 2797-3

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 204.

Dame Ruth Charlotte Gilman, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse de Benjamin Franklin Knight, du dit canton de Stanstead; la dite Dame Ruth Charlotte Gilman dûment autorisée par un juge de la cour supérieure aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.

Le dit Benjamin Franklin Knight, Défendeur.  
La dite demanderesse donne avis qu'elle a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 15 juin 1896. 2733-4

## AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Canadian Order of Oddfellows," une association de bienfaisance et de secours mutuels, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, dans la province d'Ontario, en Canada, s'adressera au lieutenant-gouverneur, en conseil, de la province Québec, pour être autorisé à faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions des articles 5375 A et suivants des statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par 59 Victoria, chapitre 34, (Québec).

JAS. CRANKSHAW,  
Solliciteur des requérants.

64, Imperial Building, Montréal.  
Montréal, 8 juin 1895. 2717-5

## AVIS.

Avis est par le présent donné que, "The Independent Order of Oddfellows, Manchester Unity," une association de bienfaisance et de secours mutuels, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Manchester, en Angleterre, s'adressera au lieu-

call of ten per cent on the unpaid subscribed shares of the capital stock of said company was duly made, to be payable to the secretary, at the offices of the company, 1608, Notre Dame street, Montreal, on the twenty-ninth day of July next, 1896; a further call of ten per cent on said shares, payable in the same manner on the first day of September next, 1896; and a further call of ten per cent on said shares payable in the same manner, on the third day of October next, 1896.

By order,  
J. P. MULLARKEY,  
Secretary.  
Montreal, 23rd June, 1896. 2810

## NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, the Supreme Council of the Home Circle (a benevolent and provident society having its head office at the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America), will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 29th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled: An act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

JOHN HASKELL BUTLER,  
Legal advisor for the Supreme Council  
Home Circle.

244, Washington street,  
Boston, Mass., U. S. A.  
Dated this 16th day of May, A. D. 1896. 2798

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 204.

Dame Ruth Charlotte Gilman, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife of Benjamin Franklin Knight, of the said township of Stanstead; the said Dame Ruth Charlotte Gilman duly authorized by a judge of the superior court for the purposes hereof, Plaintiff;

vs.

The said Benjamin Franklin Knight, Defendant.  
The said plaintiff hereby gives notice that she has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against the said defendant.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 15th June, 1896. 2734

## NOTICE.

Notice is hereby given that the "Canadian Order of Oddfellows", a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business at Toronto, in the province of Ontario, in Canada, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of articles 5375 A and following, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by chapter 34, of 59 Victoria (Quebec).

JAS. CRANKSHAW,  
Solicitor for the applicants.

64, Imperial Building, Montreal.  
Montreal, 8th June, 1896. 2718

## NOTICE.

Notice is hereby given that the "Independent Order of Oddfellows, Manchester Unity," a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business at the city of Manchester, in England, will apply to the lieutenant governor of the

tenant-gouverneur, en conseil, de la province de Québec, pour être autorisé à faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions des articles 5375A et suivants des statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par 59 Victoria, chapitre 34 (Québec).

JAS. CRANKSHAW,  
Solliciteur des requérants.

64, Imperial Building,  
Montréal, 15 juin 1896. 2783 4

Avis est par le présent donné que, conformément à l'article 5375 A et suivants des statuts révisés de Québec, tels qu'amendés par 59 Victoria, chap. 34, Oddfellows Relief Association of Canada, une association de bienfaisance et de secours mutuels, ayant son principal bureau à Kingston, Ontario, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour être autorisée à faire des affaires dans la province de Québec.

WM. MUNDELL,  
Solliciteur des requérants.

Kingston, 9 juin 1896. 2675-5

province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of articles 5375A and following, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by chapter 34, of 59 Victoria (Quebec).

JAS. CRANKSHAW,  
Solicitor for the applicants.

64, Imperial Building,  
Montreal, 15th June, 1896. 2784

Notice is hereby given, pursuant to article 5375 A and following of the revised statutes of Quebec, as amended by 59 Victoria, chap. 34, that the Oddfellows Relief Association of Canada, a benevolent and mutual benefit association, with head office at Kingston, Ontario, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, for authority to carry on business in the province of Quebec.

WM. MUNDELL,  
Solicitor for applicants.

Kingston, 9th June, 1896. 2676

### Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

*In re* J. Albert Dugas, de Saint-Jacques de l'Achigan, Failli ;

vs.

E. G. Piché, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingt-septième jour de juillet 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, à Joliette, P. Q.

E. G. PICHE,  
Curateur.

Joliette, 7 juillet 1896. 2947

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Oscar A. Willie, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou avant le 27e jour de juillet 1896, dans mon bureau, 181, rue Saint-Jacques, Montréal.

JOHN FULTON,  
Curateur.

2951

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

### AVIS DE CESSION.

Avis est par le présent donné que William Régis Michaud, marchand, de la cité de Québec, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 3e jour de juillet 1896, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,  
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,  
48, rue Saint-Pierre.  
Québec, 4 juillet 1896. 2945

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Thos. Sutton, de Montréal.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 27e jour de juillet 1896.

F. W. RADFORD,  
Curator.

Bureau de Radford & Walford,  
37, Imperial Building,  
Montréal. 2977

### Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

*In re* J. Albert Dugas, of Saint Jacques de l'Achigan, Insolvent ;

vs.

E. G. Piché, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-seventh day of July, 1896, after which date dividends will be payable at my office, at Joliette, P. Q.

E. G. PICHE,  
Curator.

Joliette, 7th July, 1896. 2948

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Oscar A. Willie, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable on or before the 27th day of July, 1896, at my office, 181, Saint James street, Montreal.

JOHN FULTON,  
Curator.

2952

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

### NOTICE OF ASSIGNMENT.

Notice is hereby given that William Régis Michaud, merchant, of the city of Quebec, has, on the third day of July, 1896, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors at the protonotary's office of the superior court of the district of Quebec.

GEO. LEFAIVRE,  
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,  
48, Saint Peter street.  
Quebec, 4th July, 1896. 2946

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Thos. Sutton, of Montreal.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will remain open to objection till the 27th day of July, 1896.

F. W. RADFORD,  
Curator.

Office of Radford & Walford,  
37, Imperial Building,  
Montreal. 2978

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* John M. Inglis & Co., de Montréal.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 27<sup>e</sup> jour de juillet 1896.

F. W. RADFORD,

Curateur.

Bureau de Radford & Walford,  
37, Imperial Building,  
Montréal. 2979

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

M. Schwob, de Montréal, marchand,  
Requérant cession ;

vs.

M. Cyrille Duquet, de Québec, bijoutier et horloger,  
Débiteur.

Nous, soussignés, donnons avis que M. Cyrille Duquet, de Québec, bijoutier et horloger, a fait cession et abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, le quatrième jour de juillet 1896.

CYR. DUQUET,

F. X. GOSSELIN,

Gardiens provisoires.

Québec, 8 juillet 1896.

2973

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Gervais, Hudon & Cie., Québec,  
Insolvables.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 de juillet prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
44, rue Dalhousie.  
Québec, 9 juillet 1896. 2975

## Licitations

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

### LICITATION.

Avis public est donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, pour le district de Montréal, le vingt-septième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize (1896), dans une cause dans laquelle Delle Elise Lortie, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Notre-Dame-des-Neiges, district de Montréal, est Demanderesse ; et Godfroi Joseph Lortie, de la cité de Montréal, dit district, et Delles Marie Lortie, Cordélia Lortie et Philomène Lortie, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, de la dite ville de Notre-Dame-des-Neiges, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant :

Un lot de terre sis et situé à la Côte-des-Neiges, maintenant Notre-Dame-des-Neiges, paroisse de Notre-Dame-de-Grâce, pouvant contenir cinq arpents en front sur deux arpents de profondeur, connu sous le numéro soixante et onze (71), du cadastre ou livre de renvoi et plan officiels de la dite Côte-des-Neiges, paroisse de Notre-Dame-de-Grâce ; tenant d'un côté à Simon Lacombe, d'un autre côté au chemin ou route du Petit-Nord, derrière à François Goyer, et d'autre côté à Alexis Bigras — avec une maison en bois sus-érigée.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le DIX-HUITIEME jour de SEP-

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* John M. Inglis & Co., Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will remain open to objection until the 27th day of July, 1896.

F. W. RADFORD,

Curator.

Office of Radford & Walford,  
37, Imperial Building,  
Montreal. 2980

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

M. Schwob, of Montreal, merchant,  
Requesting cession ;

vs.

M. Cyrille Duquet, of Quebec, jeweller and watchmaker,  
Debtor.

We, the undersigned, give notice that Cyrille Duquet, of Quebec, jeweller and watchmaker, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec, on the fourth day of July instant, 1896.

CYR. DUQUET,

F. X. GOSSELIN,

Provisional guardians.

Quebec, 8th July, 1896.

2974

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Gervais, Hudon & Cie., Quebec,  
Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 27th of July next, after which date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office of Paradis & Jobin,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,  
44, Dalhousie street.  
Quebec, 9th July, 1896. 2976

## Licitations

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

### LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a certain judgment rendered by the superior court, sitting at Montreal, for the district of Montreal, on the twenty-seventh day of June, one thousand eight hundred and ninety six (1896), in which Miss Elise Lortie, spinster, of the town of Notre Dame des Neiges, district of Montreal, is Plaintiff ; and Godfroi Joseph Lortie, of the city of Montreal, said district, and Misses Marie Lortie, Cordelia Lortie and Philomène Lortie, all spinsters, of the said town of Notre Dame des Neiges, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable property designated as follows :

A lot of land situate in the Côte des Neiges, now Notre Dame des Neiges, parish of Notre Dame de Grâce, containing about five arpents in front on two arpents in depth, known as number seventy-one (No. 71), of the cadastral plan or book of reference of the said Côte des Neiges, parish of Notre Dame de Grâce ; bounded on one side by Simon Lacombe, on the other side by the road or "Route du Petit Nord," in the rear by François Goyer, and on the other side by Alexis Bigras—together with one wooden house thereon erected.

The above described immovable property will be offered for sale and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the EIGHTEENTH day of

TEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, dans la salle d'audience (cour de pratique) de la cour supérieure, au palais de justice, de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour et dûment homologué suivant la loi ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours qui suivront la dite adjudication, et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 juillet 1896.

2903

[Première publication, 11 juillet 1896.]

Province de Québec,  
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

No. 802.

Alexis Edouard Dumesnil,

Demandeur ;

vs.

F. Albert Labelle et al.,

Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-cinquième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize, dans une cause dans laquelle Alexis Edouard Dumesnil, avocat, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, est demandeur ; et F. Albert Labelle, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Hermine Emélie Watier, en son vivant veuve de feu George Hyacinthe Dumesnil ; Dame Odile Elodie Watier, de la cité de Montréal, district de Montréal, veuve de feu Alexis Dubord, en son vivant bourgeois, du même lieu ; Pierre Emilien Watier, huissier audiencier, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice à Demoiselle Alexandrina Watier et Roméo Watier, enfants mineurs issus du mariage de Isaac Watier et Mary Lise Gravelle, et en sa qualité de curateur à la substitution créée par les testament et codicile de la dite feu Dame Hermine Emélie Watier ; Demoiselle Cordélia Watier, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, district de Montréal ; Dame Rose Watier, en religion Sœur de l'Annonciation de la Congrégation Notre-Dame, de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, district de Montréal ; George N. Watier, médecin, de Stillwater, dans l'Etat du Minnesota, l'un des Etats-Unis d'Amérique, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Dame Joséphine Perrault, à ester en justice aux fins des présentes, et la dite Dame Joséphine Perrault, épouse séparée quant aux biens du dit George N. Watier, du même lieu ; Demoiselle Cordélia Watier, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la dite feu Dame Hermine Emélie Watier ; Dame Marie Louise Watier, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de feu Alexandre Ludger Chaput, en son vivant marchand, du même lieu ; Dame Eliza Watier, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse séparée quant aux biens de Charles Ferdinand F. Trestler, chirurgien-dentiste, du même lieu, et le dit Charles Ferdinand F. Trestler, pour autoriser son épouse à ester en justice aux fins des présentes ; Alphonse Watier, gentilhomme, de la cité et du district de Montréal ; Charles Auguste Watier, gentilhomme, de la ville de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, l'un des Etats-Unis d'Amérique ; George Wilfrid Parent, agent d'immeubles, de la cité et du district de Montréal ; Dame Caroline Edwige Parent, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Antoine Alfred

SEPTEMBER next, one thousand eight hundred and ninety-six (1896), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in the court room, court of practice, at the court house, in the said city and district of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the *cahier de charges* deposited in the office of the prothonotary of the said court, and duly homologated according to law ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Plaintiff's attorneys.

Montreal, 2nd July, 1896.

2904

[First published, 11th July, 1896.]

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Superior Court.

No. 802.

Alexis Edouard Dumesnil,

Plaintiff ;

vs.

F. Albert Labelle et al.,

Defendants.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-fifth day of June, one thousand eight hundred and ninety-six, in a suit wherein Alexis Edouard Dumesnil, advocate, of the city of Montreal, in the district of Montreal, is plaintiff ; and F. Albert Labelle, of the city of Hull, in the district of Ottawa, as well personally as his quality of testamentary executor of the late Dame Hermine Emélie Watier, in her lifetime widow of the late George Hyacinthe Dumesnil ; Dame Odile Elodie Watier, of the city of Montreal, district of Montreal, widow of the late Alexis Dubord, in his lifetime gentleman, of the same place ; Pierre Emilien Watier, crier of the court, of the city and district of Montreal, as well personally as in his quality of tutor duly appointed to Miss Alexandrina Watier and Roméo Watier, minors children issue of the marriage of Isaac Watier and Mary Lise Gravelle, and in his quality of curator to the substitution created by the last will and codicil of the said late Dame Hermine Emélie Watier ; Miss Cordelia Watier, spinster, *usant de ses droits*, of the city of Montreal, district of Montreal ; Dame Rose Watier, in religion Sœur de l'Annonciation of the Congregation of Notre Dame, of the parish of Saint Joseph de Soulanges, district of Montreal ; George N. Watier, physician, of Stillwater, in the State of Minnesota, one of the United States of America, as well personally as to authorize his wife Dame Joséphine Perrault to appear for the purposes hereof, and the said Dame Joséphine Perrault, wife separated as to property of the said George N. Watier, of the same place ; Miss Cordelia Watier, spinster *usant de ses droits*, of the city and district of Montreal, as well personally as in her quality of testamentary executrix of the said late Dame Hermine Emélie Watier ; Dame Marie Louise Watier, of the city of Montreal, district of Montreal, widow of the late Alexandre Ludger Chaput, in his lifetime merchant, of the same place ; Dame Eliza Watier, of the city of Montreal, district of Montreal, wife separated as to property of Charles Ferdinand F. Trestler, surgeon dentist, of the same place, and the said Charles Ferdinand F. Trestler, to authorize his wife to appear for the purposes hereof ; Alphonse Watier, gentleman, of the city and district of Montreal ; Charles Auguste Watier, gentleman, of the town of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America ; George Wilfrid Parent, real estate agent, of the city and district of Montreal ; Dame Caroline Edwige Parent, of the city and district of Montreal, widow of the late Antoine Alfred L. Desaulniers, in

L. Désaulniers, en son vivant médecin, d'Oswego, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Charles Hector Parent, courtier, de la cité et du district de Montréal; Demoiselle Marie Antoinette Parent, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Buffalo, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel Dieu de Montréal, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal; La communauté des Sœurs de Charité de la Providence, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal; Révérend Messire Louis Moïse Lavallée, prêtre, de la cité de Montréal, district de Montréal, ancien curé de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, en la dite cité; Dame Eliza Globensky, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de feu Joachim Isaïe Watier, en son vivant de la cité et du district de Montréal; Demoiselle Marie Louise Marion, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, district de Montréal; Demoiselle Denise St-Julien, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal; Dame Odile Beaudet, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Louis Taché, en son vivant shérif, de la cité de Saint-Hyacinthe; Révérends Messires Louis Estevenson et Joseph Cyprien Jean, tous deux religieux, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et membre de la communauté dite Les Religieux du Très Saint Sacrement; Dame Elmire Resther, en religion Sœur Pierre Claver, et Dame Albina Dufresne, en religion Sœur Mathilde, toutes deux de la cité et du district de Montréal, et membres de la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1° Un emplacement sur la rue Dubord, connu sous le numéro deux cent vingt-quatre (224), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal; tenant devant au sud-est à la rue Dubord, derrière au nord-ouest à une ruelle commune, du côté nord-est au lot officiel No. 225, et du côté sud-ouest au lot officiel No. 223, du dit quartier, contenant vingt-huit pieds six pouces de largeur sur cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure française—avec une maison à la façade en pierre de taille, comportant trois étages et soubassement, et autres bâtisses et droit en commun dans la dite ruelle qui communique à une autre ruelle s'étendant de la rue Lagachetière à la dite rue Dubord, et aussi droit dans cette dernière ruelle.

2° Un emplacement connu sous le numéro six cent vingt-neuf (629), sur le plan et au livre de renvoi officiels du même quartier Saint-Jacques, contenant quarante pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, et à la mesure française, et tenant devant au nord-ouest à la rue Sainte-Catherine, derrière au sud-est au lot officiel No. 628, du côté sud-ouest partie au lot officiel numéro 602 et partie au lot officiel No. 603, et du côté nord-est au lot officiel No. 630—avec une vieille maison et autres bâtisses.

3° Un emplacement connu sous le numéro onze cent quarante-six (1146), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, formant le coin nord-ouest des rues Montcalm et Ontario, contenant vingt-huit pieds de largeur sur la rue Montcalm, et trente-huit pieds et six pouces en arrière par cinquante-trois pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec deux maisons.

4° Un emplacement composé des numéros cinq et six, de la subdivision officielle du numéro neuf cent trente-neuf, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal (939-5 et 6); contenant, le dit emplacement, soixante-six pieds et huit pouces de largeur, soit moitié pour chaque numéro, sur soixante et seize pieds de profondeur—avec trois maisons contenant six logements et autres bâtisses.

his lifetime physician, of Oswego, in the State of New York, one of the United States of America; Charles Hector Parent, broker, of the city and district of Montreal; Miss Marie Antoinette Parent, spinster, *usant de ses droits*, of the town of Buffalo, in the State of New York, one of the United States of America; Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint Joseph de l'Hôtel Dieu de Montréal, a body politic and corporate having its principal business office in the city of Montreal, in the district of Montreal; La Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence, a body politic and corporate, having its principal business office in the city of Montreal, in the district of Montreal; the Reverend Louis Moïse Lavallée, priest, of the city of Montreal, district of Montreal, formerly parish priest of the parish of Saint Vincent de Paul, in the said city; Dame Eliza Globensky, of the city of Montreal, in the district of Montreal, widow of the late Joachim Isaïe Watier, in his lifetime of the city and district of Montreal; Miss Marie Louise Marion, spinster, *usant de ses droits*, of the city of Montreal, district of Montreal; Miss Denise St-Julien, spinster, *usant de ses droits*, of the city and district of Montreal; Dame Odile Beaudet, of the city and district of Montreal, widow of the late Louis Taché, in his lifetime sheriff, of the city of Saint Hyacinthe; the Reverend Messrs. Louis Estevenson and Joseph Cyprien Jean, both religious, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and member of the community called Les Religieux du Très Saint Sacrement; Dame Elmire Resther, in religion Sister Pierre Claver, and Dame Albina Dufresne, in religion Sister Mathilde, both of the city and district of Montreal, and members of the Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1° A lot on Dubord street, known as number two hundred and twenty-four (224), on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the said city of Montreal; bounded in front to the south east by Dubord street, in rear to the north west by a lane in common, on the north east side by the official lot No. 225, and on the south west side by the official lot No. 223, of the said ward, measuring twenty-eight feet six inches in width by one hundred and twenty-seven feet in depth, french measure, with a cut stone front house three stories high and basement, and outbuildings thereon erected, and the right in common to the said lane which leads to another lane reaching from Lagachetière street to Dubord street aforesaid, and also a right to this last lane.

2° Another lot known as number six hundred and twenty-nine (629), on the official plan and book of reference of the same Saint James ward, containing forty feet in width by eighty feet in depth, more or less, and french measure; bounded in front to the north west by Sainte Catherine street, in rear to the south east by official lot No. 628, on the south west side partly by official lot number 602 and partly by official lot No. 603, and on the north east side by official lot No. 630—with an old house and outbuildings.

3° A lot known as number eleven hundred and forty-six (1146), on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, forming the north west corner of Montcalm and Ontario streets, containing twenty-eight feet in width on Montcalm street, and thirty-eight feet six inches in rear by fifty-three feet in depth, the whole more or less—with two houses.

4° A lot made up of numbers five and six, of the subdivision of number nine hundred and thirty-nine, on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the said city of Montreal (939-5 and 6); said lot containing sixty-six feet eight inches in width, or half for each number, by seventy-six feet in depth—with three houses comprising six dwellings and outbuildings.

## Et à Saint-Ignace du Coteau du Lac.

5° Une terre désignée sous le numéro deux cent trente-cinq (235), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, contenant en totalité, avant les expropriations sous-mentionnées, deux arpents et demi de largeur depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au chemin public, et de là, trois arpents et trois perches, dix pieds et trois pouces de largeur sur vingt-huit arpents en tout de profondeur; et tenant devant au dit fleuve Saint-Laurent, derrière aux terres de la rivière à Delisle, d'un côté à la propriété des représentants M. W. Bailey, et de l'autre côté à celle des représentants W. B. Simpson—avec une maison, grange et autres bâtisses; à distraire 1° Les portions expropriées par la compagnie du chemin de fer Atlantique Canadien; 2° Les portions expropriées par le canal de Soulanges absorbant tout ce qui appartenait à la communauté de biens dans cette dite terre entre le susdit chemin de fer et le dit fleuve Saint-Laurent.

6° Et une autre terre faisant partie du numéro cent quarante-quatre (144), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, dans le comté de Soulanges; tenant en front au fleuve Saint-Laurent et pour partie à la propriété des héritiers de Beaujeu, en arrière à la rivière à Delisle, d'un côté partie à cette même rivière et partie à un canal appartenant à George J. Beaudet, écuyer, et de l'autre côté à l'autre partie du lot officiel numéro cent quarante-quatre, lequel terrain contient environ soixante et dix arpents en superficie—sans bâtisses; à distraire les emplacements qui ont été vendus suivant titres, de plus à distraire les terrains qui ont été expropriés pour la construction du canal de Soulanges.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour de la dite cité de Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

BISAILLON, BROSSEAU &amp; LAJOIE,

Avocats du demandeur.

Montréal, 30 juin 1896. 2899

[Première publication, 11 juillet 1896.]

## And at Saint Ignace du Coteau du Lac.

5° A land described as number two hundred and thirty-five (235), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, containing in all, previous to the expropriations hereinafter mentioned, two arpents and a half in width from the river Saint Lawrence to the public road, and from thence three arpents three perches ten feet and three inches in width by twenty-eight arpents in all in depth; bounded in front by the river Saint Lawrence, in rear by the lands on the Rivière à Delisle, on one side by the property of the representatives M. W. Bailey, and on the other side by that of the representatives W. B. Simpson—with a house, barn and outbuildings thereon erected; reserving 1° The parts expropriated by the Canadian Atlantic Railway Company; 2° The portions expropriated by the Soulanges canal, taking in all that belonged to the community of property in this said land between the said railway and the said river Saint Lawrence.

6° Also another land forming part of number one hundred and forty-four (144), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, in the county of Soulanges; bounded in front by the river Saint Lawrence and partly by the property of the heirs de Beaujeu, in rear by Rivière à Delisle, on one side partly by the same river and partly by a canal belonging to George J. Beaudet, esquire, and on the other side by the other part of official lot number one hundred and forty-four, which lot contains about seventy arpents in area—without buildings; reserving the lots sold according to the title deeds, and also reserving the lots which have been expropriated for the construction of the Soulanges canal.

Said immovables above mentioned shall be sold and adjudicated at auction to the highest and last bidder, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, at the court house, in the city of Montreal; subject to all charges, clauses and conditions mentioned in the *cahier de charges* deposited in the office of the prothonotary of said court; and any opposition *afin d'annuler, afin de charge* or *afin de distraire* to the said licitation, shall have to be deposited at the prothonotary's office of said court, at least fifteen days before the day mentioned for the sale; and any opposition *afin de conserver* must be deposited within six days after the sale and adjudication, and the parties in default of depositing said oppositions within the prescribed delays shall be foreclosed from the right of doing so.

BISAILLON, BROSSEAU &amp; LAJOIE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th June, 1896. 2900

[First published, 11th July, 1896.]

## Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } **IN RE LOUIS BEAU-**  
**FRED LEMIEUX, Curateur.**  
 DOIN, Failli ; et AL-

Vente d'immeubles en conformité à l'article 772 du code de procédure civile :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Alphonse de Thetford, faisant partie du lot numéro vingt-six, du cinquième rang du canton de Thetford, et étant au plan fait par J. O. A. Legendre, arpenteur, en date du vingt et un octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, connu sous le numéro cinquante et un, de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur. Vendu avec la réserve de mines et à la charge de payer à King Bros une rente annuelle de six piastres, le premier de juillet.

2° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Alphonse de Thetford, faisant partie du lot numéro vingt-six, du cinquième rang du canton de Thetford, et connu au plan fait par J. O. A. Legendre, arpenteur, en date du vingt et un octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, sous le numéro cinquante-deux, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur. Vendu avec la réserve de mines et à la charge de payer à King Bros une rente annuelle de six piastres, le premier de juillet.

3° Un emplacement situé en la dite paroisse de Saint-Alphonse, faisant partie de la moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot de terre numéro vingt-cinq, du cinquième rang du canton de Thetford, côté sud du chemin royal du rang, contenant cinquante pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en avant au chemin royal, au nord-est, au sud-ouest et en arrière à Napoléon Cyr—avec la maison y érigée, circonstances et dépendances, sans réserve.

4° Un emplacement faisant partie de la moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot de terre numéro vingt-cinq, du cinquième rang du canton de Thetford, côté sud du chemin royal du rang, contenant cinquante pieds de front sur cent vingt de profondeur, plus ou moins ; borné en avant à trente pieds de la ligne du chemin de fer "Québec Central," en arrière au nord à G. Carrier, au nord-est à Jos. Lévesque, et au sud-ouest à Eugène Delisle—avec la maison y érigée, circonstances et dépendances. Vendu avec la réserve de mines en faveur de King Bros, et à la charge d'une rente annuelle de six piastres, payable à Napoléon Cyr, le premier mai.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Arthabaskaville, 10 juin 1896. 2693-2  
 [Première publication, 13 juin 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH BARIL, Deman-**  
 No. 241. } **deur ; contre ADELARD**  
**FREDETTE, Défendeur.**

Comme appartenant au défendeur :

La partie des numéros cinq et six, du premier rang du canton de Stanfold, de la largeur des deux lots sur la profondeur qu'il y a depuis la rivière Noire jusqu'au cordon du deuxième rang de Stanfold ; bornée à l'est au numéro quatre, à l'ouest au numéro sept, du premier rang, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanfold, comme étant une subdivision et la partie sud des numéros cinq B, cinq A, six C, six B et six A (5 B, 5 A, 6 C, 6 B et 6 A), du premier rang de Stanfold.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska, à Arthabaskaville, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures

## CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Quebec.

Arthabaska, to wit : } **IN RE LOUIS BEAU-**  
**LEMIEUX, Curator.**  
 Insolvent ; and ALFRED

Sale of immoveables in conformity with article 772 of the civil code of procedure :

1° An emplacement situate in the parish of Saint-Alphonse of Thetford, forming part of lot number twenty-six, in the fifth range of the township of Thetford, and being on the plan made by J. O. A. Legendre, land surveyor, on date the twenty-first of October, one thousand eight hundred and eighty-seven, known under number fifty-one, of fifty feet in front by one hundred feet in depth. Sold with the reserve of mines and to the charge of paying to King Bros an annual rent of six dollars, on the first of July.

2° An emplacement situate in the parish of Saint-Alphonse of Thetford, forming part of lot number twenty-six, in the fifth range of the township of Thetford, and known on the plan made by J. O. A. Legendre, land surveyor, on the date the twenty-first of October, one thousand eight hundred and eighty-seven, under number fifty-two, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth. Sold with the reserve of mines and to the charge of paying to King Bros an annual rent of six dollars on the first of July.

3° An emplacement situate in the said parish of Saint-Alphonse, forming part of the south west half of the north east half of the lot of land number twenty-five, in the fifth range of the township of Thetford, on the south side of the Queen's road of the range, containing fifty feet in front by one hundred and twenty feet in depth, more or less ; bounded in front to the Queen's road, north easterly, south westerly and in rear to Napoléon Cyr—with a house thereon erected, circumstances and dependencies, without any reserve.

4° An emplacement forming part of the south west half of the north east half of the lot of land number twenty-five, in the fifth range of the township of Thetford, on the south side of the Queen's road of the range, containing fifty feet in front by one hundred and twenty feet in depth, more or less ; bounded in front at thirty feet from the line of the railway "Quebec Central," in rear northerly to G. Carrier, north easterly to Jos. Levesque, and south westerly to Eugène Delisle—with a house thereon erected, circumstances and dependencies. Sold with the reserve of mines in favor of King Bros, and to the charge of an annual rent of six dollars, payable to Napoléon Cyr, on the first of May.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Arthabaskaville, 10th June, 1896. 2694  
 [First published, 13th June, 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH BARIL, Plain-**  
 No. 241. } **tiff ; against ADELARD**  
**FREDETTE, Defendant.**

As belonging to the defendant :

Part of the lots numbers five and six, in the first range of the township of Stanfold, by the width of both lots on the depth that there is from the Black river to the division line between the second range of Stanfold ; bounded easterly to number four, westerly to number seven, in the first range, now known and distinguished on the official plan and book of reference for the township of Stanfold, as being a subdivision and the south part of numbers five B, five A, six C, six B and six A, (5 B, 5 A, 6 C, 6 B and 6 A), in the first range of Stanfold.

To be sold at the registry office for the county of Arthabaska, at Arthabaskaville, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the

de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 12 mai 1896. 2313-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } JOSEPH TOUSIGNANT,  
No. 192. } Demandeur ; vs. MOISE  
COMTOIS ET AL., Défendeurs ; et Onesime Dubois, Tiers-saisi.

Comme appartenant au dit tiers-saisi :  
Une terre située dans le huitième rang du canton de Somerset-Sud, contenant deux arpents et demi de front sur la profondeur du dit lot portant le numéro cent quatre-vingt-sept (187), du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud — avec maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 11 mai 1896. 2315-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*  
Beauce, à savoir : } THOMAS GREGOIRE, De-  
No. 2484. } mandeur ; contre PIERRE  
VACHON, fils d'Etienne, Défendeur, savoir :

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre, sous le numéro dix D (10 D), du quatrième rang du canton de Broughton, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à onze heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de septembre prochain.

E. T. CHASSE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 7 juillet 1896. 2959  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**Ventes par le Shérif—Beauharnois**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

forenoon. Said writ returnable on the first day of August next.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 12th May, 1896. 2314  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the district of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } JOSEPH TOUSIGNANT,  
No. 192. } Plaintiff ; vs. MOISE  
COMTOIS ET AL., Defendants ; and Onesime Dubois, Tiers-saisi.

As belonging to the said tiers-saisi :  
A land situate in the eighth range of the township of South Somerset, containing two arpents and a half in front by the depth of said lot bearing number one hundred and eighty-seven (187), of the official cadastre of the municipality of South Somerset—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte de Somerset, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon. Said writ returnable on the twenty-fifth day of July next.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 11th May, 1896. 2316  
[First published, 16th May, 1896.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*  
Beauce, to wit : } THOMAS GREGOIRE, Plain-  
No. 2484. } tiff ; against P I E R R E  
VACHON, son of Etienne, Defendant, to wit :

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre as number ten D (10 D), of the fourth range of the township of Broughton, in the said parish of Sacré-Cœur de Jésus—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-third day of September next.

E. T. CHASSÉ,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 7th July, 1896. 2060  
[First published, 11th July, 1896.]

**Sheriff's Sales—Beauharnois**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons

Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } L OUIS NAPOLEON  
District de Beauharnois, } L MASSON, Deman-  
No. 69. } deur; contre ELZEAR  
CHOQUETTE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Anicet, au village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro trois cent quatre-vingt-six (386)—avec bâtisses sus-érigées.

2° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro quatre cent soixante et dix (470), superficie vingt acres, plus ou moins—avec bâtisse.

A la charge de l'usufruit en faveur de Louis Choquette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Anicet, et Dame Henriette Séguin, épouse commune en biens du dit Louis Choquette, leur vie durant, et jusqu'au décès du survivant d'iceux par et en vertu du testament de feu Dame Thérèse Ouellette, veuve de feu Louis Choquette, senior, passé le neuf juin mil huit cent soixante et douze, devant M<sup>re</sup> J. J. Crevier, notaire, et témoins, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, le sept août mil huit cent soixante et dix-sept, sous le numéro 11093.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, LUNDI, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le premier septembre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 7 juillet 1896. 2949  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

#### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } L OUIS NAPOLEON  
District of Beauharnois, } L MASSON, Plaintiff;  
No. 69. } against ELZEAR CHO-  
QUETTE, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint-Anicet, in the village known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint-Anicet and Sainte-Barbe, as number three hundred and eighty-six (386)—with buildings thereon erected.

2° A lot of land situate in the parish of Saint-Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint-Anicet and Sainte-Barbe, as number four hundred and seventy (470), area twenty acres, more or less—with building.

Subject to the charge of the usufruct in favor of Louis Choquette, farmer, of the parish of Saint-Anicet, and Dame Henriette Seguin, wife common as to property of the said Louis Choquette, during their lifetime, and until the death of the survivor of them, by and in virtue of the will and testament of the late Dame Thérèse Ouellette, widow of the late Louis Choquette, senior, passed on the ninth day of June, one thousand eight hundred and seventy-two, before M<sup>re</sup> J. J. Crevier, notary, and witnesses, and registered in the registry office of the county of Huntingdon, on the seventh day of August, one thousand eight hundred and seventy-seven, under number 11093.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Anicet, on MONDAY, the THIRD day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the first day of September also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 7th July, 1896. 2950  
[First published, 11th July, 1896.]

#### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } **D**AME LAURA RYKERD,  
District de Bedford. } Demanderesse; contre  
No. 5116. } les meubles et immeubles de  
DAME MARY JANE ELLISON, es qualité,  
Défenderesse.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-deux, dans le deuxième rang, arpentage primitif du canton de Farnham, dans le comté de Brome et district de Bedford, et étant maintenant connu et désigné comme lot numéro cent quatre-vingt-seize (196), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Farnham, partie est, dans les dits comté et district.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent de Adamsville, à Adamsville, ainsi appelé, dans le comté de Brome, et district de Bedford, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, 1896, à **NEUF** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de septembre prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 3 juillet 1896. 2941  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } **L**OUIS GAOUETTE, du  
District de Bedford. } Le canton de Stukely, dans  
No. 3076. } le district de Bedford, com-  
merçant, Demandeur; contre les terres et tenements  
de WILLIAM OCLAIRE, du dit canton de Stukely,  
Défendeur.

1° Partie du lot numéro neuf, dans le sixième rang du canton de Stukely, arpentage primitif, maintenant connue comme la partie nord du lot numéro quatre cent quarante-neuf (449), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely. La dite partie de lot est bornée comme suit: au nord par le lot numéro cinq cent trente-six (536), à l'est par le lot numéro quatre cent cinquante et un (451), au sud par le lot numéro quatre cent quarante-huit (448) et partie du lot quatre cent quarante-neuf (449), et à l'ouest par le lot numéro quatre cent quarante-six (446). Le dit morceau de terre contenant quarante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Partie du lot numéro neuf (9), dans le septième (7) rang du dit canton de Stukely, arpentage primitif, et maintenant connu comme lot numéro cinq cent trente-six (536), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stukely, contenant quatre-vingt-quinze acres de terre en superficie, plus ou moins. Les dits morceaux de terre décrits formant une terre et seront vendus comme un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le canton de Stukely, et district de Bedford, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 9 mai 1896. 2259-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **I**N RE HENRY BLAN-  
District de Bedford. } **C**HARD, Débiteur et Dé-  
No. 103. } fendeur, et **N**ARCISSE F.  
**B**EDARD, Créancier et Demandeur, et P. J. Stanislas Peltier, curateur.

Un morceau de terre ou emplacement étant les trois dixièmes nord du lot numéro sept, du cinquième rang, arpentage primitif, du canton d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, et maintenant connu et décrit comme étant la partie centre du lot numéro quatre cent quarante-quatre (444), des plan et livre de renvoi officiels du dit

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **D**AME LAURA RYKERD,  
District of Bedford. } Plaintiff; against the  
No. 5116. } goods and lands of **D**AME  
**M**ARY JANE ELLISON, es qualité, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number twenty-two, in the second range of the primitive survey of the township of Farnham, in the county of Brome and district of Bedford, and being now known and designated as lot number one hundred and ninety-six (196), on the official plan and in the book of reference of the township of Farnham, east past, in said county and district.

To be sold at the parish church door of Saint Vincent de Adamsville, at Adamsville, so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, 1896, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the nineteenth day of September next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 3rd July, 1896. 2942  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—County of Shefford.*

Province of Quebec, } **L**OUIS GAOUETTE, of  
District of Bedford. } the township of Stukely,  
No. 3076. } in the district of Bedford,  
trader, Plaintiff; against the lands and tenements  
of WILLIAM OCLAIRE, of the said township of  
Stukely, Defendant.

1° Part of lot number nine, in the sixth range of the township of Stukely, primitive survey, now known as the north part of lot number four hundred and forty-nine (449), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely. Said part of lot is bounded as follows: on the north by lot number five hundred and thirty-six (536), on the east by lot number four hundred and fifty-one (451), on the south by lot number four hundred and forty-eight (448) and by part of lot four hundred and forty-nine (449), and on the west by lot number four hundred and forty-six (446). Said piece of land containing forty acres of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

2° Part of lot number nine (9), in the seventh (7) range of the said township of Stukely, primitive survey, and now known as lot number five hundred and thirty-six (536), of the official plan and book of reference of the township of Stukely, containing ninety-five acres of land in superficies, more or less. The said described pieces of land forming one farm and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Sainte Anne de Stukely, in the township of Stukely and district of Bedford, on the **TWENTY-FIFTH** day of **JULY** next, at the hour of **ONE** of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 9th May, 1896. 2260  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
**CURATOR'S WARRANT.**

*Superior Court.*

Province of Quebec, } **I**N RE HENRY BLAN-  
District of Bedford. } **C**HARD, Debtor and  
No. 103. } Defendant, and **N**ARCISSE  
**F. B**EDARD, Creditor and Plaintiff, and P. J. Stanislas Peltier, curator.

A piece of land or emplacement being the north three tenths of lot number seven, of the fifth range of the primitive survey of the township of Ely, in the county of Shefford, and district of Bedford, and now known and described as being the central part of lot number four hundred and forty-four (444), of the official plan and book of reference of the said

canton d'Ely, et contenant trois quarts d'arpent de front, partant d'un point trois pieds au nord de la maison maintenant située sur le dit emplacement, sur un arpent de profondeur; borné à l'est par un chemin public, et au nord à l'ouest et au sud par la terre de Napoléon Dupaul—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shafford et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 9 mai 1896. 2261 3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*  
Province de Québec, } **D** A M E R O S A L I E  
District de Bedford. } G A R N Y, Demande-  
No. 554. } resse; contre les terres et  
tenements de JOSEPH DAURAY, Défendeur.

1° Les trois quarts indivis ( $\frac{3}{4}$ ) de ce lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford et district de Bedford, comme lot numéro soixante et dix-sept (77)—ensemble avec les trois quarts indivis des bâtisses sus-érigées.

2° Le lot soixante et seize (76), des dits plan et livre de renvoi officiels, étant la propriété et en la possession du dit défendeur *animo domini*.

Les dits morceaux de terre formant partie du lot numéro un, dans le deuxième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans le dit district de Bedford, et faisant front sur le chemin conduisant de Granby à Roxton Falls. Les dits morceaux de terre décrits seront vendus comme un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le PREMIER jour d'AOUT prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 11 mai 1896. 2257-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*  
Province de Québec, } **E** D O U A R D D A M E, De-  
District de Bedford. } mandeur; vs. PAUL  
No. 5667. } C O U R V I L L E, Défendeur,  
et Joseph Azarie Jacques, Distrayant.

Ce morceau de terre étant la moitié est de la moitié ouest du lot numéro dix, dans le huitième rang du canton de Stukely, dans le district de Bedford, arpentage primitif, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, sous le numéro six cent cinquante-cinq (655)—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu comme appartenant au dit demandeur, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour de septembre prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 5 juin 1896. 2677-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*  
Province de Québec, } **A** L F R E D B R E W E R, du  
District de Bedford. } village de Cowansville,  
No. 5838. } dans le district de Bedford

township of Ely, and containing three quarters of one arpent in front, starting from a point three feet north of the house now standing upon the said emplacement by one arpent in depth; bounded east by a public road, and north, west and south by the land of Napoléon Dupaul—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt so called, in the county of Shefford, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said warrant is returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 9th May, 1896. 2262  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Saint Hyacinthe.*  
Province of Québec, } **D** A M E R O S A L I E  
District of Bedford. } G A R N Y, Plaintiff; against  
No. 554. } the lands and tenements of  
JOSEPH DAURAY, Defendant.

1° The undivided three quarters ( $\frac{3}{4}$ ) of that certain lot of land known on the official plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford and district of Bedford, as lot number seventy-seven (77)—together with the undivided three quarters of the buildings thereon erected.

2° Lot number seventy-six (76), of the said official plan and book of reference, being the property and in possession of said defendant *animo domini*.

Said pieces of land forming part of lot number one, in the second range of the primitive survey of the township of Roxton, in the said district of Bedford, and fronting on the road leading from Granby to Roxton Falls. Said described pieces of land to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Sainte Pudentienne, at Sainte Pudentienne, in the county of Shefford and district of Bedford, on the FIRST day of AUGUST next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 11th May, 1896. 2258  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*  
Province of Québec, } **E** D O U A R D D A M E, Plain-  
District of Bedford. } tiff; vs. PAUL C O U R-  
No. 5667. } V I L L E, Defendant, and  
Joseph Azarie Jacques, Distrayant.

That certain piece of land being of the east half of the west half of lot number ten, in eighth range of the township of Stukely, in the district of Bedford, primitive survey, and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Stukely aforesaid, as number six hundred and fifty-five (655)—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold as belonging to said plaintiff, at the parish church door of Sainte Anne de Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of September next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 5th June, 1896. 2678  
[First published, 13th June, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*  
Province of Québec, } **A** L F R E D B R E W E R, of  
District of Bedford. } the village of Cowans-  
No. 5838. } ville, in the district of Bed-

charron, Demandeur ; contre les terres et tènements de EDGAR COONS, du canton de Bolton, partie est, dans le district de Bedford, Défendeur.

1° Ce morceau de terre étant partie du lot vingt-deux, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du canton de Bolton, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro cinq cent vingt-quatre (524), contenant trente-six acres de terre en superficie, plus ou moins.

2° Partie du lot numéro vingt-trois, dans le sixième rang du susdit canton de Bolton, arpentage primitif, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro six cent cinquante (650), contenant cent treize acres de terre, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

3° Partie du lot numéro dix-huit, dans le septième rang du dit canton de Bolton, arpentage primitif, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro sept cent quarante-sept (747), contenant deux acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Le morceau de terre en premier lieu décrit sera vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et district de Bedford, le HUITIÈME jour d'AOUT prochain, 1896, à UNE heure de l'après-midi.

Les morceaux de terre en deuxième et troisième lieux décrits seront vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond ainsi appelé, dans le canton de Bolton et district de Bedford, le HUITIÈME jour d'AOUT prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 18 mai 1896. 2371-3  
[Première publication, 23 mai 1896.]

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*

Province de Québec, } JEAN-BAPTISTE PLA-  
District de Bedford, } MONDON, Demandeur ;  
No. 337. } contre les terres et tènements  
de LEANDRE FORANT, Défendeur.

Cette étendue ou morceau de terre étant le lot numéro quatorze, dans le premier rang, arpentage primitif, du canton de Granby, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, comme lot numéro soixante (60), et contenant deux cent trente-sept acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby, et district de Bedford, le PREMIER jour d'AOUT prochain, 1896, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour d'août prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 18 mai 1896. 2369-3  
[Première publication, 23 mai 1896.]

FERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } LOUIS DION, du canton  
District de Bedford, } de Stukely, dans le dis-  
No. 4029. } trict de Bedford, forgeron,  
Demandeur ; contre les terres et tènements de  
PIERRE MASSE, du dit canton de Stukely et  
district de Bedford, cultivateur, Défendeur.

1° Cette terre formant partie du lot six, dans les septième et huitième rangs, arpentage primitif, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, sous les numéros cinq cent vingt-trois (523), six cent vingt-sept (627)

ford, carriage maker, Plaintiff ; against the lands and tenements of EDGAR COONS, of the township of Bolton, east part, in the district of Bedford, Defendant.

1° That certain piece of land being part of lot twenty-two, in the fifth range of the primitive survey of the township of Bolton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, by number five hundred and twenty-four (524), containing thirty-six acres of land in superficies, more or less.

2° Part of lot number twenty-three, in the sixth range of the township of Bolton aforesaid, primitive survey, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number six hundred and fifty (650), containing one hundred and thirteen acres of land, more or less—with all improvements thereon.

3° Part of lot number eighteen, in the seventh range of the said township of Bolton, primitive survey, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number seven hundred and forty-seven (747), containing two acres of land, more or less—with all the buildings and improvements thereon.

To be sold, the firstly described piece of land, at the parish church door of Saint Edward of Knowlton, in the village of Knowlton, and district of Bedford, on the EIGHTH day of AUGUST next, 1896, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

To be sold, the secondly and thirdly described pieces of land, at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond so called, in the township of Bolton and district of Bedford, on the EIGHTH day of AUGUST next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of August next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 18th May, 1896. 2372  
[First published, 23rd May, 1896.]

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Hyacinthe.*

Province of Québec, } JEAN BAPTISTE PLA-  
District of Bedford, } MONDON, Plaintiff ;  
No. 337. } against the goods and lands of  
LEANDRE FORANT, Defendant.

That certain tract or piece of land being lot number fourteen, in the first range of the primitive survey of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as lot number sixty (60), and containing two hundred and thirty-seven acres of land in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the FIRST day of AUGUST next, 1896, at the hour of ONE of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the fourth day of August next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 18th May, 1896. 2370  
[First published, 23rd May, 1896.]

FERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—County of Shefford.*

Province of Québec, } LOUIS DION, of the town-  
District of Bedford, } ship of Stukely, in the  
No. 4029. } district of Bedford, black-  
smith, Plaintiff ; against the lands and tenements of  
PIERRE MASSE, of the said township of Stukely  
and district of Bedford, farmer, Defendant.

1° That certain farm forming part of lot six, in the seventh and eighth ranges of the primitive survey of the township of Stukely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, by the numbers five hundred and twenty-three (523), six

et six cent vingt-huit (628), et contenant quatre-vingt-dix-neuf acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations faites.

2° Un emplacement situé dans le village de Sainte-Anne de Stukely, ainsi appelé, formant partie du lot numéro huit, dans le huitième rang, arpentage primitif du dit canton Stukely, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, sous le numéro six cent trente-sept (637)—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le canton de Stukely et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, 1896, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 12 mai 1896. 2317-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, }  
District de Bedford } **LA BANQUE DES CAN-**  
No. 5828. } **TONS DE L'EST, De-**  
manderesse ; contre les }  
meubles et immeubles de W. A. RANDALL, Dé- }  
fendeur. }

1° Partie du lot numéro vingt-sept, arpentage primitif, du sixième rang du canton de Bolton, partie est, comté de Brome et district de Bedford, contenant six acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, partie Est, sous le numéro six cent soixante et dix A (670 A).

2° Partie du lot numéro vingt-sept, arpentage primitif, du sixième rang du canton de Bolton, partie est, dans les dits comté et district, contenant neuf dixièmes d'un acre, plus ou moins, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, partie est, sous le numéro six cent soixante et onze (671).

3° Parties des lots numéros vingt-sept et vingt-huit, arpentage primitif, du sixième rang du canton de Bolton, partie est, contenant sept dixièmes d'un acre, plus ou moins, et maintenant connues aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, partie est, sous le numéro six cent soixante et douze (672).

4° Partie du lot numéro vingt-huit, arpentage primitif, du sixième rang du dit canton de Bolton, partie est, contenant cinquante-sept acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, partie est, comme la moitié nord du lot numéro six cent quatre-vingt (680), borné comme suit : au nord par le lot numéro six cent cinquante-huit (658), à l'est par le numéro six cent quatre-vingt-un (681), au sud par la moitié sud du dit lot numéro six cent quatre-vingt (680), et à l'ouest par la ligne du rang.

Les trois morceaux de terre en premier lieu décrits seront vendus en un seul lot, comme formant un emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond, ainsi appelé, dans le comté de Brome et district de Bedford, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 9 juin 1896. 2679-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

hundred and twenty-seven (627) and six hundred and twenty-eight (628), and containing ninety-nine acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

2° An emplacement of land situate in the village of Sainte Anne de Stukely so called, forming part of lot number eight, in the eighth range of the primitive survey of said township of Stukely, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, in the county of Shefford, and district of Bedford, as number six hundred and thirty-seven (637)—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Sainte Anne de Stukely, in the township of Stukely, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, 1896, at the hour of TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 12th May, 1896. 2318  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, }  
District of Bedford } **THE EASTERN TOWN-**  
No. 5828. } **SHIPS BANK, Plain-**  
tiff ; against the goods and }  
lands of W. A. RANDALL, Defendant. }

1° Part of lot number twenty-seven, of the primitive survey of the sixth range of the township of Bolton, East part, county of Brome and district of Bedford, containing six acres in superficies, more or less, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, East part, by the number six hundred and seventy A (670 A).

2° Part of lot number twenty-seven, of the primitive survey of the sixth range of the township of Bolton, East part, in said county and district, containing nine tenths of an acre, more or less, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, East part, by number six hundred and seventy-one (671).

3° Parts of lots numbers twenty-seven and twenty-eight, of the primitive survey of the sixth range of the township of Bolton, East part, containing seven tenths of an acre, more or less, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Bolton, East part, by the number six hundred and seventy-two (672).

4° Part of lot number twenty-eight, of the primitive survey of the sixth range of the said township of Bolton, East part, containing fifty-seven acres in superficies, more or less, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Bolton, East part, as the north half of lot number six hundred and eighty (680); bounded as follows : on the north by lot number six hundred and fifty-eight (658), east by number six hundred and eighty-one (681), south by the south half of said lot number six hundred and eighty (680), and west by the range line.

The three firstly described pieces of land to be sold *en bloc*, as forming one emplacement.

To be sold at the parish church door of Sainte Etienne de Bolton, at Grass Pond, so called, in the county of Brome, and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at the hour of TWO of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of September next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 9th June, 1896. 2680  
[First published, 13th June, 1896.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **L'HONORABLE J. G. No. 321. } L. LAVIOLETTE, Demandeur; contre ALPHERI GAMACHE, Défendeur.**

Une terre située sur le rang O'Brien, en la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, dans le district d'Iberville, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (No. 387), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, de la contenance de cent quarante et un arpents et soixante et quinze perches en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue sujette à la charge par l'acquéreur de payer à l'honorable J. G. Laviolette ou à ses hoirs ou ayants cause, une rente annuelle de trente-sept piastres et vingt-quatre centins courant, le premier jour de mars de chaque année.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington susdite, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de septembre prochain.

**CHAS ARPIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 8 juillet 1896. 2967  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**MANDAT DU MAIRE.****FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Canada, } **LA VILLE DE SAINT-Province de Québec, } L. JEAN, Demanderesse; District d'Iberville. } et LE CLUB DE SAINT- No. 219. } JEAN, Saisi, savoir:**

Un certain morceau de terre sis dans la dite ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant la partie sud-est du lot numéro cent quatre-vingt-deux (No. 182), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; bornée, la dite partie, en front par la rue Champlain, au côté sud par le lot No. 181, au côté nord et au bout ouest par le résidu du dit lot No. 182, de la contenance de quarante-huit pieds de front sur la rue Champlain, jusqu'à une profondeur de soixante et cinq pieds, et depuis cette profondeur de seize pieds de largeur jusqu'à une profondeur de vingt-cinq pieds additionnels longeant le dit lot No. 181—avec une bâtisse en briques dessus construite.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT ET UNIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

**CHAS ARPIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 8 juillet 1896. 2965  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
de mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under section 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **THE HONORABLE J. G. No. 321. } L. LAVIOLETTE, Plaintiff; against ALPHERI GAMACHE, Defendant.**

A farm situated on the O'Brien range, in the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the district of Iberville, known and designated under the number three hundred and eighty-seven (No. 387), on the official plan and book of reference of the said parish, containing one hundred and forty-one arpents and seventy-five perches in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold subject to the charge by the purchaser to pay to the Honorable J. G. Laviolette or to his heirs and assigns, an annual rent of thirty-seven dollars and twenty-four cents currency, on the first day of March of every year.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Patrice de Sherrington aforesaid, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-first day of September next.

**CHAS ARPIN,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 8th July, 1896. 2968  
[First published, 11th July, 1896.]

**MAYOR'S WARRANT.****FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Canada, } **THE TOWN OF SAINT-Province of Québec, } THE TOWN OF SAINT- District of Iberville. } JOHNS, Plaintiff; and No. 219. } LE CLUB DE SAINT- JEAN, Seized, to wit:**

A certain piece of ground lying in the said town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the south east part of the lot number one hundred and eighty-two (No. 182), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; bounded, the said part, in front by Champlain street, on the south side by the lot No. 181, on the north side and on the west end by the remainder of the said lot No. 182, containing forty-eight feet in front on Champlain street, to a depth of sixty-five feet, and from that depth sixteen feet in width to a depth of twenty-five feet additional along side of the said lot No. 181—with a brick building thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the twenty-ninth day of September next.

**CHAS ARPIN,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 8th July, 1896. 2966  
[First published, 11th July, 1896.]

## MANDAT DU MAIRE.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, } LA VILLE DE SAINT-  
Province de Québec, } JEAN, Demanderesse ;  
District d'Iberville. } et LA SUCCESSION DE  
No. 910. } FEU ANSELME LE-  
BLANC, Saisie.

Un demi-lot de terre de la contenance de trente-six pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, situé au côté ouest de la rue Saint-Jean, connu comme étant la moitié sud du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (moitié du No. 594), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville ; le dit demi-lot de terre étant borné au nord par la moitié nord du dit lot No. 594, au sud par le lot No. 590, d'un côté à l'est par la rue Saint-Jean, et de l'autre côté à l'ouest par la moitié sud du lot No. 593, du dit cadastre officiel—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le deuxième jour de septembre prochain.

CHAS ARPIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 9 juin 1896. 2691-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Canada, } THE TRUST AND LOAN  
Province de Québec, } COMPANY OF CANA-  
District d'Iberville. } DA, Demanderesse ; contre  
No. 1197. } ARCADE DECELLES,  
Défendeur, savoir :

Un lot de terre situé au côté ouest de la rue Richelieu, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et douze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, en y comprenant une lisière de douze pieds de largeur sur toute la frontière du dit lot, expropriée pour l'élargissement de la dite rue, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent treize (No. 113)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour d'août prochain.

CHAS ARPIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 10 juin 1896. 2689-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } A SOCIETE PERMA-  
No. 7. } NENTE DE CONS-  
TRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE, Demanderesse ; contre C. BOUCHARD ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Calixte Bouchard, l'un des défendeurs en cette cause :

1° Un lot de terre situé dans la concession nord-est de la Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, et autrefois dans les limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dernière paroisse sous le numéro quatre-vingt-huit (No. 88)—avec un droit de passage sur une terre appartenant actuellement à Adolphe Molleur, et autrefois à Alexis Roy, pour pouvoir communiquer avec le chemin public de la dite Grande Ligne.

2° Un lot de terre situé dans la concession nord-est de la Grande-Ligne, en la dite paroisse de Saint-Blaise, et aussi autrefois dans les limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie susdite, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels

## MAYOR'S WARRANT.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, } THE TOWN OF SAINT  
Province de Québec, } JOHNS, Plaintiff ; and  
District of Iberville. } THE ESTATE OF THE  
No. 910. } LATE ANSELME LE-  
BLANC, Seized.

A half lot of ground containing thirty-six feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, more or less, situated on the west side of Saint John street, known as being the south half of lot number five hundred and ninety-four (half of No. 594), on the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville ; the said half lot of ground being bounded to the north by the north half of the said lot No. 594, to the south by the lot No. 590, on one side to the east by Saint John street, and on the other side to the west by the south half of lot No. 593, of the said official cadastre—with a building thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the second day of September next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 9th June, 1896. 2692  
[First published, 13th June, 1896.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montréal.

Canada, } THE TRUST AND LOAN  
Province de Québec, } COMPANY OF CA-  
District of Iberville. } NADA, Plaintiff ; against  
No. 1197. } ARCADE DECELLES, De-  
fendant, to wit :

A lot of land situated on the western side of Richelieu street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, containing seventy-two feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, by including a strip of twelve feet in width on the whole front of the said lot, expropriated for widening the said street, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and thirteen (No. 113)—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-second day of August next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 10th June, 1896. 2690  
[First published, 13th June, 1896.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } A SOCIETE PERMA-  
No. 7. } NENTE DE CON-  
STRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE, Plaintiff ; against C. BOUCHARD ET AL., Defendants.

As belonging to Calixte Bouchard, one of the defendants in this cause :

1° A lot of land situated in the north east concession of the Grande Ligne, in the parish of St. Blaise, in the district of Iberville, and formerly within the limits of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the said district, known and designated on the official plan and book of reference of this latter parish under the number eighty-eight (88)—with a right of way on a farm presently owned by Adolphe Molleur and formerly by Alexis Roy, in order to have access to the public road of the said Grande Ligne.

2° A lot of land situated in the north east concession of the Grande Ligne, in the said parish of Saint Blaise, and formerly also within the limits of the aforesaid parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, known and designated on the official plan and book

de cette dernière paroisse sous le numéro cent sept (No 107)—avec une grange y érigée.

3° Une terre située dans la concession sud-ouest de la Grande-Ligne, en la dite paroisse de Saint-Blaise, et aussi autrefois dans les limites de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairindie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite dernière paroisse sous le numéro quarante (No. 40), de la contenance de cent quarante arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'aout prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 13 mai 1896.

[Première publication, 16 mai 1896.]

Shérif.  
2297-3

of reference of this latter parish under the number one hundred and seven (No. 107)—with a barn thereon erected.

3° A farm situated in the south west concession of the Grande Ligne, in the said parish of Saint Blaise, and formerly also within the limits of the said parish of Sainte Marguerite de Blairindie, known and designated on the official plan and book of reference of this said latter parish under the number forty (40), containing one hundred and forty arpents in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventeenth day of August next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office,  
Saint Johns, 13th May, 1896.

[First published, 16th May, 1896.]

Sheriff.  
2298

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **B**ERNARD DUBÉ, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Témiscouata, tant au nom de la couronne qu'en son propre nom, Demandeur; contre LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA, corps politique incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Fraserville, dans le dit comté de Témiscouata, Défenderesse, et la dite compagnie défenderesse saisissant pour ses frais, c'est à savoir :

Une terre sise et située en le premier rang de la paroisse de Notre-Dame du Lac, connue et désignée sous les numéros soixante et deux et soixante et trois (Nos. 62 et 63), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Notre-Dame du Lac, contenant par le bas deux arpents et cinq perches de front, et par le haut trois arpents plus ou moins, sur environ trente-cinq arpents de profondeur, formant une superficie d'environ cent cinq arpents—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire le terrain vendu à la compagnie défenderesse.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac, MARDI, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-neuvième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,  
Fraserville, 8 juillet 1896.

[Première publication, 11 juillet 1896.]

Shérif.  
2961

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **J**OSEPH OUELLET, cordonnier, de la paroisse de Saint-Onézime, Demandeur; contre

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **B**ERNARD DUBÉ, farmer, of the parish of Notre Dame du Lac, in the county of Témiscouata, as well in the name of the Crown as in his own name, Plaintiff; against THE TEMISCOUATA RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate, having its principal business office in the town of Fraserville, in the said county of Témiscouata, Defendant, the said company defendant seizing for the costs, to wit :

A land situate in the first range of the parish of Notre Dame du Lac, known and designated as numbers sixty-two and sixty-three (Nos. 62 and 63), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Notre Dame du Lac, containing at the lower end two arpents and five perches in front, and at the upper end three arpents, more or less, by about thirty-five arpents in depth, forming an area of about one hundred and five arpents—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be detached the piece of land sold to the company defendant.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Lac, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-ninth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,  
Fraserville, 8th July, 1896.

[First published, 11th July, 1896.]

Sheriff.  
2962

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **J**OSEPH OUELLET, shoemaker, of the parish of Saint Onézime, Plaintiff; against OCTAVE THI-

OCTAVE THIBOUTOT, de la paroisse de Sainte-Anne La Pocatière, Défendeur, c'est à savoir :

1° Un terrain situé sur le deuxième rang de la dite paroisse de Sainte-Anne, de deux arpents en superficie, faisant partie du lot numéro six cent trente et un (No. 631), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Sainte-Anne; borné vers le nord à l'autre partie du No. 631, au sud au chemin de la Montagne, au nord-est au No. 626, au sud-ouest au No. 633.

2° Un autre terrain situé au même endroit, d'environ vingt arpents en superficie, et portant le numéro six cent trente-trois (No. 633), du même cadastre—avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre terrain situé sur le troisième rang de la dite paroisse, d'environ cinq arpents en superficie, et portant le numéro sept cent dix-huit (No. 718), du même cadastre.

4° Une terre située au dit troisième rang de la dite paroisse, d'environ cinquante-six arpents en superficie, et portant le numéro sept cent vingt (No. 720), du même cadastre.

5° Un terrain situé au même endroit, d'environ vingt-cinq arpents et demi en superficie, et faisant partie du lot numéro sept cent vingt et un (No. 721), du même cadastre; borné au nord aux terres du second rang, au sud à l'autre partie du dit lot No. 721, au nord-est au numéro 720, et au sud-ouest numéro 722.

A charge par les acquéreurs de payer à sieur Joseph Thiboutot, père, la rente viagère créée sur les dits terrains en vertu d'un acte de donation passé le quinzième jour de février 1884, par-devant Mre Moreau, notaire, et autres obligations y mentionnées.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Anne de La Pocatière, VENDREDI, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le quinzième jour d'août aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,  
Fraserville, 9 juin 1896.

Shérif.  
2725-2

[Première publication, 13 juin 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } JOSEPH RIOUX, marchand, de la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, Demandeur; contre JEAN-BAPTISTE VIEL, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Sainte-Françoise, et actuellement aux États-Unis d'Amérique, Défendeur, c'est à savoir :

1° La moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Sainte-Françoise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Françoise, sous le numéro deux cent trente (230)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du même cadastre, sous le numéro deux cent trente et un (231)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, SAMEDI, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,  
Fraserville, 9 juin 1896.

Shérif.  
2723-2

[Première publication, 13 juin 1896.]

BOUTOT, of the parish of Sainte Anne La Pocatière, Defendant, to wit :

1° A land situate in the second range of the said parish of Sainte Anne, of two arpents in area, forming part of lot number six hundred and thirty-one (No. 631), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Sainte Anne; bounded on the north by the other part of No. 631, on the south by the road called chemin de la Montagne, on the north east by No. 626, on the south west by No. 633.

2° Another land situate at the same place, of about twenty arpents in area, and being number six hundred and thirty-three (No. 633), of the same cadastre—with the buildings thereon erected.

3° Another land situate in the third range of the said parish, of about five arpents in area, and being number seven hundred and eighteen (No. 718), of the same cadastre.

4° A land situate in the said third range of the said parish, of about fifty-six arpents in area, and being number seven hundred and twenty (No. 720), of the same cadastre.

5° A land situate at the same place, of about twenty-five arpents and a half in area, and forming part of lot number seven hundred and twenty-one (No. 721), of the same cadastre; bounded on the north by the lands of the second range, on the south by the other part of the said lot No. 721, on the north east by No. 720, and on the south west by number 722.

Subject to the charge upon the purchasers of paying to Mr. Joseph Thiboutot, senior, the life rent stipulated and affecting said land, by a deed of gift passed on the fifteenth day of February, 1884, before Mre Mcreau, notary, and other obligations therein mentioned.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de La Pocatière, on FRIDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the fifteenth day of August also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,  
Fraserville, 9th June, 1896.

Sheriff.  
2726

[First published, 13th June, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } JOSEPH RIOUX, merchant, of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois Pistoles, Plaintiff; against JEAN BAPTISTE VIEL, formerly farmer, of the parish of Sainte Françoise, and now in the United States of America, Defendant, to wit :

1° The undivided half of a land situate in the parish of Sainte Françoise, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Françoise, as number two hundred and thirty (230)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° The undivided half of another land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the same cadastre, as number two hundred and thirty-one (231)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of August also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,  
Fraserville, 9th June, 1896.

Sheriff.  
2724

[First published, 13th June, 1896.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sent par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, à savoir: ) **DAME MARGUERITE**  
No. 885. ) **JOASSIM**, du village

des Cèdres, dans le district de Montréal, veuve de feu John Ramsay Waters, en son vivant du même endroit. Demanderesse; contre les terres et tenements de **ATHANASE DAOUST**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le dit district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé en la Nouvelle-Côte-Sainte-Catherine, en la paroisse de Saint-Télesphore; borné en front par le chemin public de la dite Nouvelle-Côte-Sainte-Catherine, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-sept (No. 337), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Télesphore, dans le comté de Soulanges — avec une maison en bois (magasin), remise, grange et autres bâtisses sus-érigées.

2° Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Télesphore, dans la concession des Anges Ouest; borné en front par le chemin public de la dite concession des Anges, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-seize (No. 196), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Télesphore, dans le comté de Soulanges—sans bâtisses.

3° Une autre terre située dans la paroisse de Saint-Polycarpe, dans la concession de la Rivière à Delisle, côté nord; bornée en front par la Rivière à Delisle, connue et désignée sous le numéro quatre cent soixante et quinze (No. 475), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, moins cependant et à distraire de la dite terre les terrains vendus aux compagnies de chemin de fer Ontario et Québec et Atlantique Canadien; le terrain de cette dernière compagnie, portant le numéro 695, et celui de l'autre dite compagnie portant le numéro 693, sur le dit plan, ainsi que la partie subdivisée de la dite terre telle que décrite sur un plan portant la date du sept octobre mil huit cent quatre-vingt-neuf, signé par l'assistant-commissaire des Terres de la Couronne, et déposé au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges—avec une grange dessus érigée.

Pour être vendus comme suit, savoir: paragraphes numéros un et deux, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Télesphore, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi; et le paragraphe numéro trois, à la porte de l'église paroissiale de l'église de Saint-Polycarpe, le **MEME JOUR**, à **TROIS** heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,  
Montréal, 6 juillet 1896.

[Première publication, 11 juillet 1896.]

Shérif.  
2907

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montreal, to wit: ) **DAME MARGUERITE**  
No. 885. ) **JOASSIM**, of the village

Des Cèdres, in the district of Montreal, widow of the late John Ramsay Waters, in his lifetime of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of **ATHANASE DAOUST**, farmer, of the parish of Saint Polycarpe, in the said district of Montreal, Defendant.

1° A land situate and being in the new Côte Sainte Catherine, in the parish of Saint Télesphore; bounded in front by the public road of the said new Côte Sainte Catherine, known and designated as number three hundred and thirty-seven (No. 337), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Télesphore, in the county of Soulanges—with a wooden house (store), shed, barn and outbuildings thereon erected.

2° A land situate in the parish of Saint Télesphore, in the concession Des Anges west; bounded in front by the road Des Anges, known and designated as number one hundred and ninety-six (No. 196), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Télesphore, in the county of Soulanges—without any buildings.

3° Another land situate in the parish of Saint Polycarpe, in the concession of La Rivière à Delisle, north side; bounded in front by Rivière à Delisle, known and designated as number four hundred and seventy-five (No. 475), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, less, however, and reserving from the said land the lots sold to the Ontario and Quebec and Canada Atlantic railway companies, the lot of this latter company being number 695, and that of the other said company being No. 693, on the said plan, as also the subdivided portion of the said land such as shewn on a plan bearing date the seventh of October, one thousand eight hundred and eighty-nine, signed by the assistant commissioner of Crown lands, and filed in the registry office of the county of Soulanges—with a barn thereon erected.

To be sold as follows, to wit: paragraphs one and two (1 and 2), at the door of the parish church of the parish of Saint Télesphore, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon; and paragraph three (3), at the door of the parish church of the parish of Saint Polycarpe, on the **SAME DAY**, at **THREE** of the clock in the afternoon. Said writ returnable the thirtieth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,  
Montreal, 6th July, 1896.

[First published, 11th July, 1896.]

Sheriff.  
2908

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**,  
No. 3736. } **PHILLIPS**, corps incorporé,  
de la cité et du district de Québec, ayant un bureau  
d'affaires à Montréal, Demanderesse ; contre les  
terres et tènements de **GEORGE BEAUCAGE**, de  
Saint-Alban, district de Québec, Défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Irvine, dans la ville de Westmount, contenant environ vingt-six pieds six-pouces (26-6) de largeur en front et environ quarante-cinq pieds (45 pieds) de largeur en arrière sur quatre-vingt-quinze pieds trois pouces (95-3) sur la ligne de côté nord-ouest, et connu et désigné comme subdivision numéro soixante et neuf, du lot numéro mille quatre cent trente-quatre (Nos. 1434-69), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec le droit de passage en commun avec autres dans et à travers la ruelle connue et désignée comme subdivisions trente, soixante et dix et soixante et onze, du lot numéro mille quatre cent trente-quatre, sur le dit plan officiel (No. 1434-30-70-71).

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 juillet 1896. Shérif. 2969  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HENRY STANLEY**  
No. 1396. } **PHILLIPS**, de la ville  
de Westmount, dans le district de Montréal, agent  
financier et commissaire, faisant affaires comme tel  
dans la cité de Montréal, dit district, sous les nom  
et raison de **H. S. Phillips & Co.**, en société com-  
mandite, dans laquelle **William Ellegood Phillips**,  
de la dite cité de Montréal, gentilhomme, est un  
associé spécial, Demandeur ; contre les terres et  
tènements de **J. CONSTANTINEAU**, des cité et  
district de Montréal, Défendeur, dans laquelle cause  
**Stanislas Paquette**, de la dite cité de Montréal, bou-  
cher et entrepreneur, y faisant affaires comme tels  
en société sous les nom et raison de **Paquette et  
Blouin**, avec l'autre défendeur **Blouin**.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, **J. Constantineau**, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, et borné en front par la rue Amherst ; le dit lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous le numéro huit (8), de la subdivision du lot numéro cent dix (110)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1896. Shérif. 2911  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE WASHINGTON**  
No. 1190. } **BUILDING TRUST COM-**  
**PANY**, corps politique et incorporé, ayant son prin-  
cipal bureau d'affaires dans la cité et district de  
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements  
de **JOSEPH OUIMETTE**, de la dite cité de  
Montréal, Défendeur.

Deux lots de terre sis et situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal ; bornés en front par la rue Saint-Hubert, les dits deux lots connus

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**,  
No. 3736. } body incorporate, of the city  
and district of Quebec, having a place of business at  
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tènements  
of **GEORGE BEAUCAGE**, of Saint Alban,  
district of Quebec, Defendant.

An emplacement fronting on Irvine street, in the town of Westmount, containing about twenty-six feet six inches (26-6) in width in front, and about forty-five feet (45 ft) width in rear by ninety-five feet three inches (95-3) on its north west side line, and known and designated as subdivision number sixty-nine, of lot number one thousand four hundred and thirty-four (No. 1434-69), on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, with the right of passage in common with others in and through the lane known and designated as subdivisions thirty, seventy and seventy-one, of lot number one thousand four hundred and thirty-four, on said official plan (No. 1434-30-70-71.)

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th July, 1896. Sheriff. 2970  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HENRY STANLEY PHIL-**  
No. 1396. } **LIPS**, of the town of  
Westmount, in the district of Montreal, financial  
agent and commissioner, doing business as such at  
the city of Montreal, said district, under the name  
and style of "**H. S. Phillips & Co.**," in a limited  
partnership, wherein **William Ellegood Phillips**, of  
the said city of Montreal, gentleman, is a special  
partner, Plaintiff ; against the lands and tènements  
of **J. CONSTANTINEAU**, of the city and district  
of Montreal, Defendant, in which case **Stanislas  
Paquette**, of the said city of Montreal, butcher and  
contractor, there doing business as such in co-part-  
nership under the firm name of **Paquette and  
Blouin**, with the other defendant **Blouin**.

Seized as belonging to the said defendant, **J. Constantineau**, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Amherst street, said lot of land being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, district of Montreal, as number eight (8), of the subdivision of lot number one hundred and ten (110)—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 6th July, 1896. Sheriff. 2912  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE WASHINGTON**  
No. 1190. } **BUILDING TRUST COM-**  
**PANY**, a body politic and corporate, having its  
principal business office in the city and district of  
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tènements  
of **JOSEPH OUIMETTE**, of the said city of  
Montreal, Defendant.

Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Saint Hubert street, said two lots known and design-

et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelega, district de Montréal, sous les numéros huit cent seize et huit cent dix-sept, de la subdivision du lot originaire numéro sept, contenant, les dits deux lots ensemble, formant qu'une seule et même exploitation, cinquante pieds de front par cent neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les fondations d'une maison incendiée.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1896. 2909  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : } A DOLPHE TRUDEAU, No. 2532. } A bourgeois rentier, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOSEPH THUOT dit DUVAL, du même lieu, Défendeur.

Un terrain étant la partie nord-est d'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant de la ville de Longueuil, sous le numéro cent quatre-vingt-onze (191), situé dans la ville de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, et borné en front par la rue Saint-Charles, en profondeur par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-douze, des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt-onze—avec les bâtisses sus-érigées, dont un moulin à bois et ses machineries, telles qu'engin, bouilloires, machines à planer, scie à colombage, un sticker, un tour, deux machines à dresser le bois, une machine à mortaise, une machine à tenons, une scie à ruban, toutes les courroies (straps), etc., qui font partie du dit moulin.

Le dit terrain mesure un demi-arpent de front sur la rue Saint-Charles, sur la profondeur qui se trouve à partir de la rue Saint-Charles à aller au fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1896. 2905  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le comté de Vaudreuil.*

Montréal, à savoir : } WILLIAM KIDD ROBINSON, No. 24. } WILSON, cultivateur, du village de Como, dans le comté de Vaudreuil, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES CHEVRIER, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lazare, dit comté de Vaudreuil, Défendeur.

1° Un lot de terre situé du côté est de la Côte Saint-Charles, dans la paroisse de Saint-Lazare, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin de la dite Côte Saint-Charles, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-onze, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées.

2° Un autre lot de terre situé du dit côté est de la Côte Saint-Charles, dans la dite paroisse de Saint-Lazare, dit district de Montréal ; borné en front par le chemin de la dite Côte Saint-Charles, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-six,

ated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, county of Hochelega, district of Montreal, as numbers eight hundred and sixteen and eight hundred and seventeen, of the subdivision of the original lot number seven, said two lots together forming only one and the same plot, fifty feet in front by one hundred and nine feet in depth, english measure, more or less—with the foundation of a burned house.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 6th July, 1896. 2910  
[First published, 11th July, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } A DOLPHE TRUDEAU, No. 2532. } A gentleman, rentier, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH THUOT dit DUVAL, of the same place, Defendant.

A lot being the north east part of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, now of the town of Longueuil, as number one hundred and ninety-one (191), situate in the town of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, and bounded in front by Saint Charles street, in rear by the river Saint Lawrence, on one side to the north east by lot number one hundred and ninety-two, of the said official plan and book of reference, and on the other side to the south west by the residue of said lot number one hundred and ninety-one—with the buildings thereon erected, a lumber mill and its machinery, such as engine, boilers, planing machines, scathing saw, a sticker, a lathe, two machines for dressing wood, a mortising machine, a ribbon saw, all the straps, etc., which form part of the said mill.

The said lots measures one half arpent in front on Saint Charles street, by the depth which is from Saint Charles street and going to the river Saint Lawrence.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-eighth day of September next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 6th July, 1896. 2906  
[First published, 11th July, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the county of Vaudreuil.*

Montréal, to wit : } WILLIAM KIDD ROBINSON, No. 24. } WILSON, farmer, of the village of Como, in the county of Vaudreuil, Plaintiff ; against the lands and tenements of CHARLES CHEVRIER, farmer, of the parish of Saint-Lazare, said county of Vaudreuil, Defendant.

1° A lot of land situate on the east side of the Côte Saint Charles, in the parish of Saint-Lazare, in the district of Montreal ; bounded in front by the road of the said Côte Saint Charles, known and designated as number five hundred and ninety-one, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Lazare, in the county of Vaudreuil—with the buildings and dependencies thereon erected.

2° Another lot of land situate on the said east side of the Côte Saint Charles, in the said parish of Saint-Lazare, said district of Montreal ; bounded in front by the road of the Côte Saint Charles, known and designated as number five hundred and eighty-

des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 9 juin 1896. 2659-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ZENON ST-AUBIN, entrepreneur plombier, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME PHILOMÈNE LATOUR, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Louis Bergeron, en son vivant aussi du même lieu, en sa qualité de légataire universelle et d'exécutrice testamentaire du dit feu Louis Bergeron, Défenderesse.

Un certain lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro un, de la subdivision du lot officiel quatorze cent soixante et douze (1472-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal ; le dit lot étant de forme irrégulière et contenant dix-huit mille cinq cent cinquante-trois pieds en superficie, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Fullum et par une ruelle—avec un bloc de maison, une manufacture avec les machineries, un engin, une bouilloire, etc., et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzisième jour d'août prochain.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 9 juin 1896. 2661-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

#### FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ANSELME LÉTA NG, marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE-CLAIRE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaire en la cité et le district de Montréal, Défenderesse.

Tous les droits de la Compagnie du chemin de péage de la Pointe-Claire, résultant de l'empiérement sur une largeur de quatorze pieds en y plaçant une couche de pierre concassée, et tous droits de la dite compagnie dans le chemin de front qui longe le fleuve Saint-Laurent, dans les municipalités de la paroisse de la Pointe-Claire et du village de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, depuis le chemin de la Côte des Sources à l'extrémité est de la dite paroisse, jusqu'au chemin de la côte Saint-Charles, dans la dite paroisse, et formant une longueur d'environ quatre milles, avec trois barrières et cabanes servant d'abris aux percepteurs des droits de péages ; le dit chemin borné d'un côté, au sud partie par le fleuve Saint-Laurent et partie par les lots de terre connus aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante quatre, et aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous les numéros un, trois, quatre, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, vingt-cinq, vingt-six, trente et un, trente-deux, trente-trois, quarante-neuf, cinquante, soixante-quatre, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-

six, of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lazare, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 9th June, 1896. 2660  
[First published, 13th June, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Montreal.*

Montreal, to wit : } ZENON ST-AUBIN, contractor and plumber, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME PHILOMÈNE LATOUR, of the city and district of Montreal, widow of the late Louis Bergeron, in his lifetime also of the same place, in her quality of universal legatee and testamentary executrix of the said late Louis Bergeron, Defendant.

A certain lot of land situate and being in the city of Montreal, known and designated as lot number one, of the subdivision of official lot fourteen hundred and seventy-two (1472-1), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal ; said lot being of irregular outline and containing eighteen thousand five hundred and fifty-three feet in area, the whole english measure, more or less ; bounded in front by Fullum street and by a lane—with a tenement house, a factory with the machinery, an engine, a boiler, etc., and with other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 9th June, 1896. 2662  
[First published, 13th June, 1896.]

#### FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ANSELME LETANG, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE-CLAIRE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

All the rights of the *Compagnie du Chemin de Péage de la Pointe Claire*, resulting in the stoning of a width of fourteen feet, consisting in a layer of broken stone, and all the rights of the said company in the front road which runs along the river Saint Lawrence, in the municipalities of the parish of Pointe Claire and of the village of Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, from the road of the Cote des Sources, at the eastern extremity of the said parish, to the road of the Cote Saint Charles, in the said parish, and forming a length of about four miles, with three toll gates and houses used as shelter for the toll collectors ; said road bounded on one side to the south partly by the river Saint Lawrence and partly by the lots of land known on the official plan and book of reference of the said parish as numbers thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-four, forty-five, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three and fifty-four, and on the official plan and book of reference of the said village, as numbers one, three, four, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, twenty-five, twenty-six, thirty-one, thirty-two, thirty-three, forty-nine, fifty, sixty-four, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, and on the other side to the north by the lots of land known on the said official

huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, et de l'autre côté, au nord, par les lots de terre connus aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros vingt-neuf, vingt-neuf A, trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-six, quarante-sept, quarante huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, et aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous les numéros un, deux, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, soixante et onze, soixante et dix, soixante et neuf, soixante et cinq, quatre-vingt-un, quatre-vingt, soixante et dix-neuf, soixante dix-huit, soixante-dix-sept, soixante et seize, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-quatorze, et les droits de percevoir les taux de péage que la compagnie a et possède et qui lui ont été accordés et lui appartiennent en vertu du Statut de Québec de 1870, 33 Vict., Ch. 32, intitulé : "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins," tel que modifié par le Statut de 1872, 36 V., ch. 26, intitulé : "Acte pour amender le ch. 32 de la 33 Victoria" et des lettres patentes incorporant la dite compagnie, et en vertu de toute autre loi ou autorité, sujet à l'obligation de tenir le dit chemin suffisamment en bon ordre, conformément à la section cinquante-six du dit acte ci-dessus mentionné.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Pointe-Claire, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et un juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 mai 1896. [Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**  
No. 2607. } **COMPANY OF CANADA,**  
NADA, corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de CHARLES LAMOTHE, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé à Dame Eliza *alias* Elizabeth Clarke, interdite pour démence, veuve de feu James Abjon, la dite Dame Clarke représentée comme susdite étant défenderesse tant personnellement comme ayant été commune en biens avec son dit feu mari et comme héritière légale du dit feu Michael Abjon, défendeur, et les terres et tenements de Henry Abjon, de la cité de Portland, dans l'Etat de l'Oregon, un des Etats-Unis d'Amérique, Francis *alias* Frank Abjon, de la ville de Portage du Rat, dans la province de Manitoba, Cécile Louise Abjon, de la cité d'Albany, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, fille majeure, Charles P. Abjon, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, tous tant personnellement que comme héritiers légaux de feu Michael Abjon, en son vivant de la dite cité de New-York, seul légataire universel de feu James Abjon, en son vivant des dits cité et district de Montréal, sur chacun des autres défendeurs.

Saisi comme suit : sur Charles Lamothe *ès* qualité le douze seizième; sur Charles P. Abjon, Cécile Louise Abjon, Francis *alias* Frank Abjon et Henry Abjon, chacun pour un seizième de l'immeuble suivant, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal; borné en front

plan and book of reference of the said parish, as numbers twenty-nine, twenty-nine A, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two and on the official plan and book of reference of the said village, as numbers one, two, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, seventy-one, seventy, sixty-nine, sixty-five, eighty-one, eighty, seventy-nine, seventy-eight, seventy-seven, seventy-six, ninety-eight, ninety-seven, ninety-six, ninety-five, ninety-four and the rights to collect all the tolls which the company has and possesses and which have granted and belong to it in virtue of the Quebec Statute of 1870, 33 Vict., Ch. 32, intituled : "An Act to provide for the formation of Joint Stock Companies for Stoning Roads," such as amended by Statute of 1872, 36 Vict., Ch. 26, intituled : "An Act to amend the Act 33 Victoria, Cap. 32", and of the letters patent incorporating the said company, and in virtue of any other law or authority, subject to the obligation of keeping the said road in sufficiently good order, pursuant to section fifty-six of the said act herein above mentioned.

To be sold at the parochial church door of the parish of Pointe Claire, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the thirty-first July next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 12th May, 1896. [First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**  
No. 2607. } **COMPANY OF CANADA,**  
a corporation legally constituted by public act of Parliament having its principal place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of CHARLES LAMOTHE, of the city and district of Montreal, in his capacity of duly appointed curator to Dame Eliza *alias* Elizabeth Clarke, interdicted for dementia, widow of the late James Abjon, the said Dame Clarke represented as aforesaid being Defendant herein as well personally or having been common as to property with her said late husband and as heir at law of the said late Michael Abjon, Defendant, and the lands and tenements of Henry Abjon, of the city of Portland, in the State of Oregon, one of the United States of America, Francis *alias* Frank Abjon, of the town of Rat Portage, in the province of Manitoba, Cecile Louise Abjon, of the city of Albany, in the State of New York, one of the United States of America, *filie majeure*, Charles P. Abjon, of the city of New York, in the said State of New York, all as well personally as heirs at law of the late Michael Abjon, is his lifetime of the said city of New York, sole universal legatee of the late James Abjon, in his lifetime of the city and district of Montreal, on each the other Defendants.

Seized as follows, to wit : on Charles Lamothe, *ès* *qualité*, the twelve sixteenth; on Charles P. Abjon, Cecile Louise Abjon, Francis *alias* Frank Abjon and Henry Abjon, each for one sixteenth of the following immoveable, to wit :

That certain piece or parcel of land situate in the city of Montreal, in the district of Montreal :

par la rue Lagauchetière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, sous le numéro six cent quatre-vingt-dix-sept (No. 697)—avec toutes les bâtisses sus-érigées et appartenances, avec le droit de passage dans un passage mitoyen de sept pieds de largeur sur neuf pieds de hauteur, mesure anglaise, en arrière du dit lot le long du lot numéro sept cent (No. 700), le dit passage paraissant sur le dit plan comme formant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Montréal, 12 mai 1896. 2275 3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Comté de Vaudreuil.*

Montréal, à savoir : } WILLIAM KIDD ROBINSON, cultivateur, du village de Como, dans le comté de Vaudreuil, Demandeur ; contre les terres et tenements de GATIEN SEGUIN, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lazare, dit comté de Vaudreuil, Défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Lazare, dans le district de Montréal, dans la concession Saint-François, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-douze (No. 92), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil ; bornée vers l'est par la ligne limitative de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, vers l'ouest par le numéro six cent vingt-cinq (No. 625), vers le nord par le numéro quatre-vingt-onze (No. 91), vers le sud par le numéro quatre-vingt-treize (No. 93), tous des plan et livre de renvoi officiels susdits—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées ; à distraire de la dite terre le chemin public qui la traverse, à la charge en faveur des représentants de feu Antoine Chartier de Lotbinière Harwood, de toutes les réserves, charges et servitudes stipulées dans un acte de vente du 3 mai 1892, reçu devant Maître F. D. O. Turcotte, N. P., et consenti par Charles Chevrier au dit Gastien Seguin, le dit acte enregistré le 18 mars 1896, sous le numéro 26697, comme suit, savoir : 1° de toutes les mines, minières et minéraux de toutes espèces qui peuvent ou pourront se trouver sur la dite terre ; 2° de tous les pouvoirs d'eau, coulées, ravines et cours d'eau qui peuvent ou pourront se trouver sur icelles avec dix pieds de terre sur chaque côté ; 3° de la tourbe qui se trouve sur la dite terre, sans réserve ni exception ; 4° enfin du droit d'exploiter les dites mines, minières et minéraux et les tourbières (tourbe) qui peuvent ainsi se trouver et se trouveront sur la dite terre, de ce jour à perpétuité, et de communiquer sur icelles pour les fins ci-dessus, sans en indemniser l'acquéreur et possesseur de la dite terre.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 9 juin 1896. 2657-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de WILLIAM GIBBON PULLAN, des cité et district de Montréal, comptable, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal ; borné

bounded in front by Lagauchetière street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Lawrence ward, under the number six hundred and ninety-seven (No. 697), with all the buildings thereon erected and appartenances thereto belonging, with a right of way in a *passage mitoyen* of seven feet in width by nine feet height, english measure, in rear of said lot along the lot number seven hundred (No. 700), said passage shown on said plan as forming part of lot number six hundred and ninety-eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of July next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Montreal, 12th May, 1896. 2276  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—County of Vaudreuil.*

Montreal, to wit : } WILLIAM KIDD ROBINSON, farmer, of the village of Como, in the county of Vaudreuil, Plaintiff ; against the lands and tenements of GATIEN SEGUIN, farmer, of the parish of Saint Lazare, said county of Vaudreuil, Defendant.

A land situate and being in the parish of Saint Lazare, in the district of Montreal, in the concession Saint François, known and designated as number ninety-two (No. 92), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil ; bounded on the east by the boundary line of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, to the west by number six hundred and twenty-five (No. 625), on the north by number ninety-one (No. 91), on the south by number ninety-three (No. 93), all of the official plan and book of reference aforesaid—with a house and outbuildings thereon erected ; reserving from the said land the public road which crosses it, and subject to the charge in favor of the representatives of the late Antoine Chartier de Lotbinière Harwood, of all the reservations, charges and servitudes stipulated in a deed of sale of the 3rd of May, 1892, passed before Maître F. D. O. Turcotte, N. P., and made by Charles Chevrier to the said Gastien Seguin, said deed being registered on the 18th of March, 1896, under number 26697, as follows, to wit : 1° of all the mines, minerals and ores of all kinds which are or may be found on the said land ; 2° of all the water powers, gulleys, ravines and water courses which are or may be found thereon, with ten feet of land on each side ; 3° of the peat which is found on the said land, without reservation or exception ; 4° lastly, of the right to work the said mines, minerals and ores and the peat-bogs which are or may be found on the said land from now and henceforth forever, and to communicate therein for the above mentioned purposes, without any indemnity to the purchaser and possessor of said land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 9th June, 1896. 2658  
[First published, 13th June, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY, a body corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILLIAM GIBBON PULLAN, of the city and district of Montreal, accountant, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal ;

en front par la rue Shuter, connu et désigné comme subdivision seize (16), du lot numéro mil huit cent vingt-deux (1822), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal—avec une maison à deux étages et autres bâtisses dessus construites, les murs de séparation de la dite maison au nord-ouest et au sud-est étant mitoyens et avec le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'aout prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif,  
Montréal, 9 juin 1896. 2663-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH PAQUETTE, }  
No. 870. } manufacturier et marchand }  
de bois, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de LOUIS OVILA P. GENEREUX, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Les lots trente-cinq et trente-six, de la subdivision officielle numéro trente-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, dans le district de Montréal ; les dits deux lots 35 et 36 étant situés sur le côté nord-est de l'avenue Saint-Charles, chaque lot mesurant cent huit-pieds de profondeur et cinquante pieds de largeur, et aussi les lots numéros quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six et cinquante-sept, de la subdivision officielle du dit lot numéro trente six, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, les dits lots étant situés sur le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Charles, tous les dits lots 43 à 57 inclusivement ont la même profondeur de 108 pieds et la même largeur de 80 pieds, à l'exception du dit lot numéro cinquante-sept, lequel mesure 152 pieds de profondeur et 82 pieds de largeur, le tout plus ou moins.

Pour être vendus lot par lot, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif,  
Montréal, 10 juin 1896. 2687-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

#### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

bounded in front by Shuter street, known and designated as subdivision sixteen (16), of lot number eighteen hundred and twenty-two (1822), of the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, in the city of Montreal—with a two story house and outbuildings thereon erected, the division wall between the said house on the north west and south east being in common, and with a right of passage in the lane in rear of the said lot with those entitled thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,  
Montreal, 9th June, 1896. 2664  
[First published, 13th June, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH PAQUETTE, }  
No. 870. } manufacturer and lumber }  
merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS OVILA P. GENEREUX, of the city of Toronto, in the province of Ontario, Defendant.

Lots thirty-five and thirty-six, of official subdivision of lot official number thirty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville, in the district of Montreal ; the said two lots 35 and 36 being located on the north east side of Saint Charles avenue, and measuring each lot one hundred and eight feet in depth and fifty feet in width, and also lots numbers forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six and fifty-seven, of official subdivision of said lot number thirty-six, of said official plan and book of reference of the parish of Boucherville ; said lots being located on the south west side of Saint Charles avenue, measuring all the said lots 43 to 57, inclusively, the said depth of 108 feet and the said width of 80 feet, except the said lot number fifty-seven which measures 152 feet in depth and 82 feet in width, the whole more or less.

To be sold lot by lot, at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,  
Montreal, 10th June, 1896. 2688  
[First published, 13th June, 1896.]

#### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Montréal.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 1483. **JOHN BEATTIE**, de la cité et district de Montréal, marchand, Demandeur ; contre les terres et tenements de NORTH AMERICAN PHOSPHATE COMPANY (LIMITED), un corps incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse, à savoir :

1° Ces certain lots de terres situés dans le canton de Templeton, dans le comté d'Ottawa, connus et désignés sur le plan officiel et dans le livre de renvoi du dit canton comme étant les lots dix-sept "A" et dix-huit "A", dans le huitième rang, lot numéro dix-huit "B", dans le neuvième rang, et les lots numéros dix-huit "A" et dix-neuf "A", dans le dixième rang du canton de Templeton susdit ; contenant chacun de ses lots cent acres en superficie, avec l'allouance usuelle pour les grands chemins ; et

2° Tous les droits minéraux et autres droits quelconques que la compagnie défenderesse peut avoir ou prétendre avoir dans ou au lot numéro dix-sept "A", du dixième rang, sur le plan officiel et le livre de renvoi du dit canton de Templeton, contenant cent acres de terre.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Hull, 6 juillet 1896. Shérif. 2939  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

## Ventes par le Shérif—Pontiac

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRIS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Bryson.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No. 79. **BENJAMIN D. STEACY**, Demandeur ; contre les biens et effets, terres et tenements de **CALVIN R. MORRISON**, Défendeur, à savoir :

Toute cette étendue de terre située dans le canton de Clarendon, et décrite comme suit :

(A) Le quart sud-est du lot numéro sept, dans le quatrième rang du canton de Clarendon, dans le comté de Pontiac, contenant cinquante acres, plus ou moins ; borné au sud-ouest par la ligne de division entre les troisième et quatrième rangs du dit canton, du côté sud-est par la route entre les lots numéros six et sept, dans le dit quatrième rang, du côté nord-ouest par partie de la moitié nord-ouest du dit lot numéro sept, la propriété de Richard Wilson, et au nord-est par le quart nord-est du dit lot numéro sept, la propriété du défendeur—avec les bâtisses sus-érigées.

(B) Le quart nord-est du dit lot numéro sept, dans le quatrième rang du dit canton de Clarendon,

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court—Montreal.

Canada, Province of Quebec, District of Ottawa, No. 1483. **JOHN BEATTIE**, of the city and district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of NORTH AMERICAN PHOSPHATE COMPANY (LIMITED), a body corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant, to wit :

1° Those certain lots of lands situate in the township of Templeton, in the county of Ottawa, and known and designated upon the official plan and in the book of reference of said township as lots numbers seventeen "A" and eighteen "A", in the eighth range, lot number eighteen "B", in the ninth range, and lots numbers eighteen "A" and nineteen "A", in the tenth range of the township of Templeton aforesaid, containing each of said lots one hundred acres in superficies, with the usual allowance for highways ; and

2° All the mining rights and other rights whatsoever which the company defendant may have or pretend in or to lot number seventeen "A", in the tenth range, upon the official plan and book of reference of the said township of Templeton, containing one hundred acres of land.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October, 1896.

LOUIS M. COUTLEE.

Sheriff's Office, Hull, 6th July, 1896. Sheriff. 2940  
[First published, 11th July, 1896.]

## Sheriff's Sales—Pontiac

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Bryson.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 79. **BENJAMIN D. STEACY**, Plaintiff ; against the goods and chattles, lands and tenements of **CALVIN R. MORRISON**, Defendant, to wit :

All that tract of land situated in the township of Clarendon, and described as follows :

(A) The south east quarter of lot number seven, in the fourth range of the township of Clarendon, in the county of Pontiac, containing fifty acres, more or less ; bounded on the south west by the division line between the third and fourth ranges of said township, on the south east side by the by-road between lots numbers six and seven, in said fourth range, on the north west side by part of the north west half of said lot number seven, the property of Richard Wilson, and on the north east by the north east quarter of said lot seven, property of defendant—with the buildings thereon erected.

(B) The north east quarter of said lot number seven, in the fourth range of said township of Clarendon,

contenant cinquante acres, plus ou moins; borné au nord-est par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs du dit canton, du côté sud-est par la route entre les dits lots six et sept, au nord-ouest par la moitié nord-ouest du dit lot numéro sept, la propriété du dit Richard Wilson, et au sud-ouest par le quart sud-est du même lot, la propriété du défendeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans le village de Bryson, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-seize.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Bryson, 8 mai 1896. 2263-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Québec, à savoir: } **D**ANS une cause où LA CITE  
No. 473. } **D**E QUÉBEC est Demanderesse; et ANGUS BAKER, écuyer, et JOSEPH LOUIS DEMERS, tous deux de la paroisse de Saint-Nicolas, conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant à Angus Baker, l'un des dits défendeurs, à savoir:

1° Deux cinquièmes indivis du lot No. 110 (cent dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant un lot de terre contenant deux arpents de front sur neuf arpents de profondeur; borné au sud-est par un chemin public.

2° Deux cinquièmes indivis du lot No. 112 (cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant un lot de terre contenant trois arpents de front sur quatre arpents de profondeur; borné au nord-ouest au fleuve Saint-Laurent.

3° Deux cinquièmes indivis du lot No. 114 (cent quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, contenant un arpent et une perche de front sur quatre arpents de profondeur; borné au nord-est par le fleuve Saint-Laurent. Les dits lots susdits pour être vendus en un seul et même lot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; vendus sujets à l'opposition afin de charge de Edouard Henry Baker et au jugement qui la maintient.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 25 juin 1896. 2831-2  
[Première publication, 27 juin 1896.]

rendon, containing fifty acres, more or less; bounded on the north east by the division line between the fourth and fifth ranges of said township, on the south east side by the by-road between said lots six and seven, on the north west by the north west half of said lot number seven, the property of said Richard Wilson, and on the south west by the south east quarter of the same lot, the property of defendant—with the buildings thereon erected, and all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-eighth day of July, one thousand eight hundred and ninety-six.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Bryson, 8th May, 1896. 2264  
[First published, 16th May, 1896.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar in not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit: } **I**N a suit in which THE CITY  
No. 473. } **O**F QUÉBEC is Plaintiff; and ANGUS BAKER, esquire, and JOSEPH LOUIS DEMERS, both of the parish of Saint Nicolas, jointly and severally.

Seized as belonging to Angus Baker, one of the said defendants, to wit:

1° Two undivided fifths of lot No. 110 (one hundred and ten), of the official cadastre of the parish of Saint Nicolas, being a lot of land containing two arpents in front by nine arpents in depth; bounded on the south east by a public road.

2° Two undivided fifths of lot No. 112 (one hundred and twelve), of the official cadastre of the parish of Saint Nicolas, being a land containing three arpents in front by four arpents in depth; bounded on the north west by the river Saint Lawrence.

3° Two undivided fifths of lot No. 114 (one hundred and fourteen), of the official cadastre of the parish of Saint Nicolas, containing one arpent and one perch in front by four arpents in depth; bounded on the north east by the river Saint Lawrence. The said lots above described to be sold in one single lot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; sold subject to the opposition to secure charges of Edouard Henry Baker and to the judgment maintaining it.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 25th June, 1896. 2832  
[First published, 27th June, 1896.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **P**IERRE CELESTIN FOR-  
No. 2433. } **T**IN, de la cité de Québec,  
maçon entrepreneur ; vs. HEGESIPPE GIROUX,  
ci-devant de la paroisse de Beauport, boulanger,  
maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No. 454 (quatre cent cinquante-quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre situé au lieu appelé le Village—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'août prochain.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 11 juin 1896. 2703-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu

Sorel, à savoir : } **D**AME MARIE LOUISE  
No. 4046. } **A**LLARD ET VIR, Deman-  
deurs ; contre PROSPER ALLARD, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la ville de Berthier, sur la rue Edouard, étant les lots numéros cent cinquante (No. 150) et cent cinquante et un (No. 151), du cadastre officiel de la ville de Berthier—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la ville de Berthier, sur la rue Edouard, étant le lot numéro deux cent cinquante-huit (No. 258), du cadastre officiel de la dite ville de Berthier—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le QUATORZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 7 juillet 1896. 2981  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **N**APOLEON SENECAI, De-  
No. 4038. } **N** mandeur ; contre JAMES  
FERGUSON ARMSTRONG, en sa qualité d'exé-  
cuteur testamentaire et administrateur des biens de  
feu l'Honorable James Armstrong, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Phipps, étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (No. 384), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de trente-deux mille deux cent soixante et dix-sept pieds, mesure anglaise, en superficie, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **P**IERRE CELESTIN FOR-  
No. 2433. } **T**IN, of the city of Quebec,  
mason and contractor ; vs. HEGESIPPE GIROUX,  
heretofore of the parish of Beauport, baker, now of  
parts unknown, to wit :

Lot No. 454 (four hundred and fifty-four), of the official cadastre of the parish of Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the place called the Village—with buildings.

To be sold at the door of the parish church of Beauport, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fourth day of August next.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 11th June, 1896. 2704  
[First published, 13th June, 1896.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below. All persons  
having claims on the same which the registrar is  
not bound to include in his certificate under arti-  
cle 700 of the Code of Civil Procedure of Lower  
Canada, are hereby required to make them known  
according to law. All opposition *afin d'annuler*,  
*afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions  
to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*,  
are required to be filed with the undersigned, at  
his office, previous to the fifteen days next pre-  
ceding the day of sale ; oppositions *afin de con-  
server* may be filed at any time within six days next  
after the return of the writ.

## FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **D**AME MARIE LOUISE  
No. 4046. } **A**LLARD ET VIR, Plaintiffs ;  
against PROSPER ALLARD, Defendant.

1° A piece of land situate in the town of Berthier, on Edouard street, being lots numbers one hundred and fifty (No. 150) and one hundred and fifty-one (No. 151), of the official cadastre of the town of Berthier—with the buildings thereon erected.

2° A piece of land situate in the town of Berthier, on Edouard street, being lot number two hundred and fifty-eight (No. 258), of the official cadastre of the said town of Berthier—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of the month of September next.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 7th July, 1896. 2982  
[First published, 11th July, 1896.]

## FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **N**APOLEON SENECAI, Plain-  
No. 4038. } **N** tiff ; against JAMES FER-  
GUSON ARMSTRONG, in his quality of sold  
testamentary executor and administrator of the  
estate of the late Honorable James Armstrong,  
Defendant, to wit :

1° A parcel or tract of land situate in the city of Sorel, on Phipps street, being lot number three hundred and eighty-four (No. 384), of the official cadastre of the town of Sorel, of thirty-two thousand two hundred and seventy-seven feet in area, the whole more or less, english measure—with buildings thereon erected.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, étant les lots numéros trois cent quatre-vingt-cinq (No. 385) et trois cent quatre-vingt-six (No. 386), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de cent trente-deux pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, à l'encoignure des rues Prince et George, étant le lot numéro six cent cinquante (No. 650), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front sur cent soixante et cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le DOUZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 8 juillet 1896.  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } ARTHUR L. CAISSE, Deman-  
No. 4050. } A leur; contre VICTOR  
ALLARD, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la ville de Berthier, sur la rue Edouard, étant le lot numéro trente-huit (No. 38), du cadastre officiel de la ville de Berthier, de quarante-six pieds de front sur cent douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la ville de Berthier, sur la rue William, étant le lot numéro trois cent cinquante-deux (No. 352), du cadastre officiel de la ville de Berthier, de cent cinq pieds de front sur deux cent trente pieds de profondeur, le tout plus ou moins—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le QUATORZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 7 juillet 1896.  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

Ventes par le Shérif—St-François

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-secrétaire avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE  
No. 83. } NALÉ, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, Demanderesse; contre les terres et tenements de WILLIAM J.

2° A parcel or tract of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, being numbers three hundred and eighty-five (No. 385) and three hundred and eighty-six (No. 386), of the official cadastre of the town of Sorel, being one hundred and thirty-two feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, english measure, the whole more or less—with buildings thereon erected.

3° A parcel or tract of land situate in the city of Sorel, corner of Prince and George streets, known on the official cadastre for the town of Sorel, under number six hundred and fifty (650), being sixty-six feet in front by one hundred and sixty-five feet in depth, english measure, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the town of Sorel, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of September next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 8th July, 1896.  
[First published, 11th July, 1896.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } ARTHUR L. CAISSE, Plain-  
No. 4050. } A tiff; against VICTOR  
ALLARD, Defendant.

1° A piece of land situate in the town of Berthier, on Edouard street, being lot number thirty-eight (No. 38), of the official cadastre of the town of Berthier, of forty-six feet in front by one hundred and twelve feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

2° A piece of land situate in the town of Berthier, on William street, being lot number three hundred and fifty-two (No. 352), of the official cadastre of the town of Berthier, of one hundred and five feet in front by two hundred and thirty feet in depth, the whole more or less—without any buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of the month of September next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 7th July, 1896.  
[First published, 11th July, 1896.]

Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint-François.

Saint-François, to wit: } LA BANQUE NATIONALE  
No. 83. } TIONALE, a body corporate and politic, having its principal place of business at the city of Québec, in the district of Québec, Plaintiff; against the lands and tenements

COMMON, des cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de curateur à la corporation dissoute "The Pioneer Beet Root Sugar Company," ci-devant corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans le village, maintenant la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, Défendeur, et Henry B. Brown et Ronald Macdonald, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocats, et comme tels y faisant affaires ensemble en société, sous les nom et raison de Brown & Macdonald, procureurs de la demanderesse, distrayants pour frais, à savoir :

1° Ces lots de terre situés dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, comme lots numéros sept cent quatorze (No. 714), sept cent vingt et un (No. 721), sept cent vingt-deux (No. 722), sept cent vingt-trois (No. 723), sept cent soixante et un (No. 761), sept cent soixante et deux (No. 762) et sept cent soixante et trois (No. 763), à l'exception de cette partie du dit lot numéro sept cent soixante et trois (No. 763), ci-devant vendue par un nommé Lewis Sleeper à Charles W. Vaughan, et toute la terre située au sud d'icelui ; tous les dits lots étant situés sur la rue Compton, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

2° Les lots numéros sept cent seize (No. 716), sept cent dix-sept (No. 717), sept cent dix-huit (718), sept cent dix-neuf (No. 719) et sept cent vingt (No. 720), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, tous les dits lots étant situés sur la rue East Central, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

3° Les lots numéros sept cent vingt-six (No. 726), sept cent vingt-sept (No. 727) et sept cent trente-trois (No. 733), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, tous les dits lots étant situés sur la rue Central, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

4° Le lot numéro sept cent quarante-quatre (No. 744), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook, le dit lot étant situé sur la rue Chatham, dans la dite ville de Coaticook.

5° Le lot numéro sept cent trente-quatre (No. 734), situé sur la rue Cumberland. Les lots numéros sept cent quarante et un (No. 741) et quinze cent quatre-vingt-deux (No. 1582), situés sur la rue Grove, et le lot numéro quinze cent quatre-vingt (No. 1580), situé sur la rue Spring, tous dans la dite ville de Coaticook, et tels que décrits et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook—ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations sur les dits lot de terres et sur chacun d'eux, circonstances et appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond, communément appelé Saint-Edmond de Coaticook, dans le district de Saint-François, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 13 mai 1896. 2319 3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-

of WILLIAM J. COMMON, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of curator to the dissolved corporation of the Pioneer Beet Root Sugar Company, heretofore a body corporate and politic, having its principal place of business at the village now the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, Defendant, and Henry B. Brown and Ronald Macdonald, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates, and as such doing business there together in partnership under the name and firm of Brown & Macdonald, attorneys for plaintiff, *distrayants pour frais*, to wit :

1° Those certain lots of land situate in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, as the lots numbers seven hundred and fourteen (No. 714), seven hundred and twenty-one (No. 721), seven hundred and twenty-two (No. 722), seven hundred and twenty-three (No. 723), seven hundred and sixty-one (No. 761), seven hundred and sixty-two (No. 762) and seven hundred and sixty-three (No. 763), except that portion of the said lot number seven hundred and sixty-three (No. 763), formerly sold by one Lewis Sleeper to Charles W. Vaughan, and all the land lying to the south of the same ; all of the said lots being situate and abutting on Compton street, in said town of Coaticook.

2° The lots numbers seven hundred and sixteen (No. 716), seven hundred and seventeen (No. 717), seven hundred and eighteen (No. 718), seven hundred and nineteen (No. 719) and seven hundred and twenty (No. 720), on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, all of the said lots being situate and abutting on East Central street, in the said town of Coaticook.

3° The lots numbers seven hundred and twenty-six (No. 726), seven hundred and twenty-seven (No. 727) and seven hundred and thirty-three (No. 733), on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, all of the said lots situate and abutting on Central street, in said town of Coaticook.

4° The lot number seven hundred and forty-four (No. 744), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, said lot situate on Chatham street, in the said town of Coaticook.

5° The lot number seven hundred and thirty-four (No. 734), situate on Cumberland street. The lots numbers seven hundred and forty-one (No. 741) and fifteen hundred and eighty-two (No. 1582), situate on Grove street, and the lot number fifteen hundred and eighty (No. 1580), situate on Spring street, all in the said town of Coaticook, and as marked and described on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook—together with all the buildings and improvements on said lots of land and on each of them, and all the members and appartenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond, commonly called Saint Edmond de Coaticook, in the district of Saint Francis, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 13th May, 1896. 2320  
[First published, 16th May, 1896.]

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is

tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Vendition à Écrou*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 66. } **VICTOR RICHARD,** Demandeur; contre **JOSEPH LAPERLE,** fils d'Antoine, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Denis, district de Saint-Hyacinthe, sur le troisième rang, contenant trois arpents sur vingt, plus ou moins; bornée en front par le chemin du dit rang, en profondeur par les terres Nos. 513 et 514, d'un côté par le No. 511, et de l'autre côté par le No. 16, du cadastre; connue et désignée, la dite terre, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Denis, sous le numéro cinq cent douze (512)—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Denis, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour de septembre prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1896. [Première publication, 11 juillet 1896.] Shérif. 2963

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 50. } **DESIRE BOURQUE,** Demandeur; contre **JACQUES CHARBONNEAU,** Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Judes, sur le rang de la "Base Double", connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sous le numéro mille cinquante-huit (1058)—avec bâtisses.

2° Une autre terre située au même lieu, de trois arpents de front sur vingt-deux, plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sous le numéro mille trente-deux (1032), savoir: la partie touchant le lot de terre No. 1033, et tenant d'un côté à Pierre Garant, et de l'autre côté à Pierre Lafleur ou représentants.

Ces terrains sont saisis et seront vendus en vertu des instructions données au shérif et annexées au dit bref, à la charge par le ou les adjudicataires des dits terrains de respecter et continuer le bail d'iceux fait en faveur d'Eusèbe Cloutier, fils, cultivateur, de Saint-Judes, le dit bail devant expirer à la Saint-Michel prochain, et fait pour un prix payé d'avance.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Judes, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 12 mai 1896. [Première publication, 16 mai 1896.] Shérif. 2265-3

bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition à Ecrou*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.*

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, No. 66. } **VICTOR RICHARD,** Plaintiff; against **JOSEPH LAPERLE,** son of Antoine, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Denis, district of Saint Hyacinthe, on the third range, containing three arpents by twenty, more or less; bounded in front by said range Highway, in depth by the lots of lands Nos. 513, 514, on one side by No. 511, and on the other by No. 16, of the cadastre; known and designated, said lot of land, on the official plan and book of reference for said parish of Saint-Denis, under number five hundred and twelve (512)—with buildings.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Denis, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-eighth day of September next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 8th July, 1896. [First published, 11th July, 1896.] Sheriff. 2964

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 50. } **DESIRE BOURQUE,** Plaintiff; against **JACQUES CHARBONNEAU,** Defendant, to wit :

1° A lot of land situated in the parish of Saint Judes, "Base Double" range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Judes, under number one thousand and fifty-eight (1058)—with buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, of three arpents in front by twenty-two, more or less, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint Judes, under number one thousand and thirty-two (1032), to wit: the part joining the lot of land No. 1033, bounded on one side to Pierre Garant, and on the other by Pierre Lafleur or representatives.

Said lands seized and to be sold in obedience to instructions annexed to said writ given the said sheriff, subject (*à la charge*) by the *adjudicataires* of said lots of land, to respect and continue the leases of said lands made in favor of one Eusèbe Cloutier, junior, farmer, of Saint Judes, the said lease to expire at the Michaelmas-day next, and for a certain price paid in advance.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Judes, the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twenty-eighth day of July next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 12th May, 1896. [First published, 16th May, 1896.] Sheriff. 2266

## Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Expansis*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jureur.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit pour le comté de Terrebonne.*

District de Terrebonne, } **MELLE MARIE**  
Sainte Scholastique, savoir : } **GLADU**, Deman-  
No. 178. } deresse; contre **AL-**  
**PHONSE PREVOST**, Défendeur, savoir :

1° Une terre située en la Côte Saint-Pierre, paroisse de Saint-Janvier, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse, sous le numéro quatre-vingt (No. 80).

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-trois (No. 83).

3° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-sept (No. 87)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Janvier, dit district, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de septembre prochain (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 6 juillet 1896. 2915  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **ALEXANDRE EUDORE**  
District de Montréal, } **POIRIER**, Deman-  
No. 2474. } seur; contre **PATRICK**  
**GRIFFIN**, Défendeur, savoir :

Deux lots de terre situés en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse, sous les numéros quatre cent quarante-huit et quatre cent quarante-neuf (Nos. 448 et 449)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'octobre prochain (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 6 juillet 1896. 2913  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **MELESPOHRE GLO-**  
Sainte-Scholastique, } **BENSKY WILSON**,  
No. 343. } Demandeur; vs. **NAPOL-**  
**LEON TURPAIN**, Défendeur, savoir :

Une terre située en la Côte Saint-Vincent, paroisse de Saint-Placide, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Placide, sous le numéro cent

## Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Expansis*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court for the county of Terrebonne.*

District of Terrebonne, } **MISS MARIE**  
Sainte Scholastique, to wit: } **GLADU**, Plaintiff;  
No. 178. } against **ALPHONSE**  
**PREVOST**, Defendant, to wit :

1° A land situate in the Côte Saint Pierre, parish of Saint Janvier, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, as number eighty (No. 80).

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number eighty-three (No. 83).

3° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number eighty-seven (No. 87) with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Janvier, said district, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of September next (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 6th July, 1896. 2916  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.*

Province of Québec, } **ALEXANDRE EUDORE**  
District of Montréal, } **POIRIER**, Plaintiff;  
No. 2474. } to wit: No. 2474. } against **PATRICK**  
**GRIFFIN**, Defendant, to wit :

Two lots of land situate in the parish of Sainte Sophie, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as numbers four hundred and forty-eight and four hundred and forty-nine (Nos. 448 and 449)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Sophie, said district, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the third day of October next (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 6th July, 1896. 2914  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.*

District of Terrebonne, } **MELESPOHRE GLO-**  
Sainte Scholastique, } **BENSKY WILSON**,  
No. 343. } Plaintiff; vs. **NAPOL-**  
**LEON TURPAIN**, Defendant, to wit :

A land situate in the Côte Saint Vincent, parish of Saint Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Placide, as number one

quatre-vingt-douze (No. 192)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain (1896.)

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2271-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } THOMAS BARRON  
Sainte-Scholastique, } MEIKLE, Deman-  
savoir : No. 322. } deur ; contre HERCULE  
LEGAULT dit DESLAURIERS, Défendeur, and  
Joseph Évariste Valois, curateur au déshéssement,  
savoir :

Un lot de terre situé dans cette partie de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, district de Terrebonne, formant maintenant la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro neuf cent soixante-huit (No. 968)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jérusalem, en la ville de Lachute, dit district, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2269-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } JEAN BAPTISTE  
Ste-Scholastique, savoir : } BENOIT dit VAIL-  
No. 345. } LANCOURT, Deman-  
deur ; contre NAPOLEON TURPAIN, Défendeur,  
savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Placide, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent quatre-vingt-treize (No. 193)—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quarante-neuf (No. 149)—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, dit district, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2267-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le

hundred and ninety-two (No. 192)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Placide, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2272  
[First published, 16th May, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } THOMAS BARRON  
Sainte Scholastique, } MEIKLE, Plaintiff ;  
to wit : No. 322. } against HERCULE LE-  
GAULT dit DESLAURIERS, Defendant, and  
Joseph Évariste Valois, curator to the surrender, to  
wit :

A lot of land situate in that part of the parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, district of Terrebonne, being now the town of Lachute, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number nine hundred and sixty-eight (No. 968) —with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jérusalem, in the town of Lachute, said district, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-eighth day of July next, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2270  
[First published, 16th May, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } JEAN BAPTISTE  
Ste. Scholastique, to wit : } BENOIT dit VAIL-  
No. 345. } LANCOURT, Plaintiff ;  
against NAPOLEON TURPAIN, Defendant, to  
wit :

1° A land situate in the parish of Saint Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Placide, as number one hundred and ninety-three (No. 193)—without any buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number one hundred and forty-nine (No. 149)—without any buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Placide, said district, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2268  
[First published, 16th May, 1896.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may

jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **P**IERRE LUCIEN  
No. 74. } **C**ARIIGNAN ET AL.,

Demandeurs ; contre JEAN-BAPTISTE DESCOTEAU, Défendeur ; et Dame Eloïse Noisoux, veuve de feu Norbert Doucet, Opposante ; et Pierre Alphonse Boudreault, écuyer, avocat, Distrayant.

1° Un emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, côté sud-est de la rue Saint-Philippe, étant le numéro quatre cent quatre-vingt-seize (496), du cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement situé au même lieu, sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro cinq cent dix-huit (518), du cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge par l'acquéreur adjudicataire de payer à l'opposante Dame Eloïse Noisoux, de la ville de Louiseville, veuve de feu Norbert Doucet, une rente constituée de neuf piastres par année payable, le douze juin de chaque année, dont le dit immeuble est grevé.

Pour être vendus dans mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 juillet 1896. 2957  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **A**MABLE BRUNEAU  
No. 165. } **E**T AL., Demandeurs ; vs. THEODULE GARCEAU, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Maurice, concession Saint-Martin, de deux arpents, plus ou moins, de front sur vingt-cinq arpents, plus ou moins, de profondeur ; tenant devant au chemin de front de la dite concession, en profondeur à la concession des Grandes Prairies, au nord-est et au nord-ouest à Dame veuve Charles Bruneau, étant le lot numéro quarante-huit (48), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 juillet 1896. 2953  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **E**ANDRE HAMEL,  
No. 284. } **D**emandeur ; contre  
**A**DOLPHE ALIAS DOLPHIS MAYRAND ET AL.,  
Défendeurs.

Comme appartenant à Adolphe *alias* Dolphis Mayrand, un des dits défendeurs solidaires :

La moitié latérale ouest du lot de terre numéro treize, du cinquième rang du township de Maddington, laquelle est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude, par le numéro (586)—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvère, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **P**IERRE LUCIEN  
No. 74. } **C**ARIIGNAN ET AL., Plaintiffs ;

against JEAN BAPTISTE DESCOTEAU, Defendant ; and Dame Eloïse Noisoux, widow of the late Norbert Doucet, Opposant ; and Pierre Alphonse Boudreault, esquire, advocate, Distracting.

1° A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the south east side of Saint Philippe street, being number four hundred and ninety-six (496), of the official cadastre of the said city of Three Rivers—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

2° A lot situate at the same place, on the north west side of Notre Dame street, known and designated as number five hundred and eighteen (518), of the official cadastre for the city of Three Rivers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge upon the purchaser of paying to the opposant Dame Eloïse Noisoux, of the town of Louiseville, widow of the late Norbert Doucet, a constituted rent of nine dollars a year, payable on the twelfth of June of every year, with which the said lot is burdened.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff  
Three Rivers, 8th July, 1896. 2958  
[First published, 11th July, 1896.]

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **A**MABLE BRUNEAU  
No. 165. } **E**T AL., Plaintiffs ; vs.  
**T**HEODULE GARCEAU, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Maurice, Saint Martin concession, of two arpents, more or less, in front by twenty-five arpents more or less in depth ; bounded in front by the front road of the said concession, in rear by the concession of Grandes Prairies, on the north east and north west by Mrs. widow Charles Bruneau, being number forty-eight (48), on the official cadastral plan and book of reference for the county of Champlain, parish of Saint Maurice—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff  
Three Rivers, 8th July, 1896. 2954  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **E**ANDRE HAMEL,  
No. 284. } **D** Plaintiff ; against  
**A**DOLPHE ALIAS DOLPHIS MAYRAND ET AL.,  
Défendants.

As belonging to Adolphe *alias* Dolphis Mayrand, one of the said joint and several defendants :

The west lateral half of land number thirteen, of the fifteenth range of the township of Maddington, which is known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude, as number five hundred and eighty-six (586)—with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sévère, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

**CHARLES DUMOULIN,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 juillet 1896. 2355  
[Première publication, 11 juillet 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : ) **D**OSITHE LACOUR,  
No. 595. ) **D**CIERE, Deman-  
deur ; contre **NARCISSE LAHAIE**, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, au lieu nommé le village Champlain, connu et désigné par le numéro quatre cent trente-six (436), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Geneviève—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le **VINGTIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de juillet prochain.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2321-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : ) **J**OSEPH TRUDEL,  
No. 437. ) **J** Demandeur ; contre  
**DAME ADELINÉ LAFONTAINE ET VIE.**

Une terre située en la paroisse de Saint-Jacques des Piles, contenant neuf arpents et demi de front sur une profondeur moyenne d'environ quatorze arpents, étant les lots numéros six, sept et partie du lot numéro huit, de l'arpentage primitif du canton Radnor, sur le côté ouest de la rivière Saint-Maurice, et connue et désignée comme étant les lots numéros six, sept et la partie sud-est du lot numéro huit, dans le dit deuxième rang de l'arpentage primitif du dit canton Radnor, sur les plan et livre de renvoi officiels du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, canton Radnor, deuxième section ; bornée en front par la dite rivière Saint-Maurice, en profondeur par les terres du premier rang, au côté nord-ouest par David Trudel ou le résidu du dit lot numéro huit, et au sud-est par Edmond Michelin—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le **VINGT ET UNIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt septième jour de juillet prochain.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2323-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : ) **M**AXIME DAM-  
No. 160. ) **M**PHOUSE ET AL., De-  
mandeurs ; contre **EPHREM HOUDE**, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la concession du Brûlé, connue et désignée par le numéro neuf cent quarante-huit (948), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de la Rivière-du-Loup.

2° Une terre située dans la dite paroisse de la Rivière-du-Loup, dans la concession du Brûlé, connue et désignée par les numéros neuf cent trente-neuf et neuf cent quarante (939 et 940), du dit cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup,

Said writ returnable on the fifteenth day of September next.

**CHARLES DUMOULIN,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 8th July, 1896. 2356  
[First published, 11th July, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : ) **D**OSITHE LACOUR,  
No. 595. ) **D**CIERE, Plaintiff ;  
against **NARCISSE LAHAIE**, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, at the place called village Champlain, known and designated as number four hundred and thirty-six (436), of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Geneviève—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the **TWENTIETH** day of the month of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 11th May, 1896. 2322  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : ) **J**OSEPH TRUDEL,  
No. 437. ) **J** Plaintiff ; against **DAME**  
**ADELINÉ LAFONTAINE ET VIE.**

A land situate in the parish of Saint Jacques des Piles, containing nine arpents and a half in front by an average depth of about fourteen arpents, being lots numbers six, seven and part of lot number eight, of the original survey of the township Radnor, on the west side of the river Saint Maurice, and known and designated as being lots' numbers six, seven and the south east part of lot number eight, in the said second range, primitive survey, of the said township Radnor, on the official plan and book of reference of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Flore, township Radnor, second section ; bounded in front by the said river Saint Maurice, in rear by the lands of the first range, on the north west side by David Trudel or the residue of said lot number eight, and on the south east by Edmond Michelin—together with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques des Piles, on the **TWENTY-FIRST** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-seventh day of July next.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 11th May, 1896. 2324  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court in and for the county of Maskinongé, district of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : ) **M**AXIME DAMPHOUSE  
No. 160. ) **M**ETAL., Plaintiffs ; against  
**EPHREM HOUDE**, Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the concession Du Brûlé, known and designated as number nine hundred and forty-eight (948), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of River du Loup.

2° A land situate in the said parish of River du Loup, in the concession Du Brûlé, known and designated as numbers nine hundred and thirty-nine and nine hundred and forty (939 and 940), of the said registration cadastre of the said parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in

en la ville de Louiseville, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2325-3  
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } SIMEON LAMOTHE,  
No. 335. } Demandeur ; contre  
MOISE PART, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Sylvère, dans le quatorzième rang du canton de Maddington, étant le lot de terre numéro cinq cent quarante-deux (542), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte- Gertrude.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Sylvère, dans le treizième rang du canton de Maddington, étant le lot de terre numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte- Gertrude—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvère, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 juin 1896. 2697-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } ERNEST MORIN,  
No. 301. } Demandeur ; contre  
RAPHAEL PICHETTE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession Beaupré *alias* Grandpré, connue et désignée sous le numéro trente-trois (33), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Sainte-Ursule—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 juin 1896. 2695-2  
[Première publication, 13 juin 1896.]

the town of Louiseville, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 11th May, 1896. 2326  
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } SIMEON LAMOTHE,  
No. 335. } Plaintiff ; against  
MOISE PART, Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Sylvère, in the fourteenth range of the township of Maddington, known and designated as number five hundred and forty-two (542), of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude.

2° A land situate in the parish of Saint Sylvère, in the thirteenth range of the township of Maddington, known and designated as number four hundred and ninety-eight (498), of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Gertrude—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Sylvère, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 9th June, 1896. 2698  
[First published, 13th June, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } ERNEST MORIN, Plain-  
No. 301. } tiff ; against RAPHAEL  
PICHETTE, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Ursule, in the concession Beaupré *alias* Grandpré, known and designated as number thirty-three (33), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Ursule, on the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 9th June, 1896. 2696  
[First published, 13th June, 1896.]

## CITÉ DE SOREL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sorel, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, à son bureau, dans l'hôtel de ville, en la dite cité de Sorel, le HUIT SEPTEMBRE 1896, à DIX heures A. M., pour taxes et autres redevances et charges municipales dues, à moins que les dites taxes et autres redevances et charges municipales, avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

## CITY OF SOREL.

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the city of Sorel, that the lots of land herein after mentioned will be sold by public auction, in his office, in the city hall of the city of Sorel, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1896, at TEN o'clock A. M., for taxes and other municipal dues and charges unless such taxes and other municipal dues and charges with costs incurred are previously paid.

No. du cadastre. — No. of cadastre.	Noms des propriétaires. — Names of proprietors.	État ou profession. — Callings.	Taxes municipi- pales. — Municipal taxes.	Intérêt. — Interest.	Frais. — Costs.	Total cit. — Total due.
272 4 & 32, subdi- vision 280	David Berthiaume.....	Journalier—Laborer..	\$ 8 05	\$ 0 72	\$ 2 68	\$11 45
	Propriétaire inconnu—Unknown proprietor.....		25 93	1 12	7 84	34 89
400	Caroline Lamoureux, veuve—wid- ow Benjamin Larochelle.....		4 90	0 50	1 70	7 10
548 374	Dambourges Jacques..... Marie Rivard, veuve—widow C. Vadebonceur.....	Relieur—Book binder	36 18	2 17	9 64	47 99
1132	Octayien Millette.....	Cultivateur—Farmer..	21 56	4 54	6 23	32 33
1112	Héritiers—Heirs Polworth.....		6 49	0 96	2 26	9 71
555	Télesphore Vincent.....	Menuisier—Joiner....	15 58	4 42	5 65	25 65
1047	Edmond Ethier.....	Hôtelier—Inn-keeper.	6 30	0 65	2 15	9 10
411	Napoléon Clément.....	Manufacturier.....	13 37	1 73	4 50	19 60
1077	Michel Giroux.....	Mécanicien—Machinist	9 47	1 43	3 42	14 32
			12 29	0 91	3 80	17 00

JOHN GEO. CREBASSA, JNR,  
Greffier de la cité.—City clerk.

Hôtel de ville, Sorel, 16 juin 1896.  
City Hall, Sorel, 16th June, 1896.

2827-28-3

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Hurlbise & Co., Faillis.  
Un premier et dernier bordereau de dividendes a  
été préparé, et sera sujet à objection au bureau du  
soussigné, jusqu'à lundi, le 27<sup>e</sup> jour de juillet 1896,  
après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,  
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,  
260, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 12 juillet 1896. 2989

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Terrebonne. }  
No. 75.

La Banque du Peuple, corps politique et incorporé  
ayant un bureau d'affaires en les cité et district de  
Montréal, et un autre bureau d'affaires en la ville  
de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne,  
Demanderesse ;

vs.

Joseph *alias* Joseph Edouard Parent, libraire, de la  
dite ville de Saint-Jérôme, Failli.  
Avis est par le présent donné que le failli ci-  
dessus a fait cession de ses biens au bénéfice de ses  
créanciers, au bureau des soussignés, protonotaire  
de la cour supérieure du district de Terrebonne, le  
huitième jour de juillet courant.

DE MONTIGNY & GRIGNON,  
P. C. S.

Sainte-Scholastique, 8 juillet 1896. 2991

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Hurlbise & Co., Insolvents.  
A first and final dividend sheet has been prepared,  
open to objection at the office of the undersigned,  
until Monday, the 27th day of July, 1896, after  
which dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,  
Curator.

Bank of Toronto Chambers,  
260, Saint James street.  
Montreal, 12th July, 1896. 2990

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. }  
No. 75.

La Banque du Peuple, a body politic and corporate,  
having a business office in the city and district of  
Montreal, and another business office in the town  
of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne,  
Plaintiff ;

vs.

Joseph *alias* Joseph Edouard Parent, bookseller, of  
the said town of Saint Jérôme, Insolvent.  
Notice is hereby given that the said insolvent has,  
on the eighth day of July instant, made a judicial  
abandonment of his assets for the benefit of his  
creditors at the prothonotary's office of the superior  
court of the district of Terrebonne.

DE MONTIGNY & GRIGNON,  
P. S. C.

Sainte Scholastique, 8th July, 1896. 2992

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Thomas Taylor & Co., de Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-troisième jour de juillet 1896, après laquelle date les dividendes seront payés.

J. B. CLARKSON,  
 Curateur.

Bureau de Clarkson & Fair,  
 Bâtisse Temple.  
 Montréal, 10 juillet 1896. 2993

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Richelieu. }  
 No. 4034.

Louis Téléphore Trempe, Demandeur ;  
 vs.

Olivier Houde, Défendeur-failli.

Premier et dernier bordereau de collocation préparé en cette affaire et déposé à mon bureau, à Sorel.

Actif : Produit de la vente du stock et mobilier.....	\$223 00
Frais dépenses : Frais judiciaires sur cession, L. H. Comeau....	\$110 81
Frais et déboursés du curateur....	112 31
	<hr/> \$223 12

2987

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Thomas Taylor & Co., of Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-third day of July, 1896, after which dividend will be paid.

J. B. CLARKSON,  
 Curator.

Office of Clarkson & Fair,  
 Temple Building.  
 Montreal, 10th July, 1896. 2994

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Richelieu. }  
 No. 4034.

Louis Téléphore Trempe, Plaintiff ;  
 vs.

Olivier Houde, Defendant-insolvent.

First and final dividend sheet prepared in this matter and filed in my office, at Sorel.

Assets : Proceeds of sale of stock and effects.....	\$223 00
Costs and expenses : Judicial costs on assignment, L. H. Comeau.	\$110 81
Costs and disbursements of curator.	112 31
	<hr/> \$223 12

2988

Index des avis paraissant une première fois  
dans la "Gazette Officielle".—No. 28

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Causapséal divers lots de Amqui.....	1611
Annexer à Lachine divers lots de Saint-Pierre aux Liens.....	1612
Annexer à Montebello divers lots de Sainte Angélique.....	1612
Annexer à Saint-Basile divers lots de Bois de l'Ail.....	1611
Annexer à Côte Visitation divers lots de Saint-Grégoire le Thaumaturge.....	1614
<b>BUREAU D'EXAMINATEURS :</b>	
Farnham Ouest.....	1612
Hull.....	1609
Papineauville.....	1612
Rimouski.....	1612
Saint-Jovite.....	1612
Sherbrooke.....	1610
Valleyfield.....	1612
<b>CHEMINS A BARRIÈRES :</b>	
Rive Nord, Québec.....	1620
<b>EXAMEN DES CANDIDATS :</b>	
A la charge d'inspecteurs d'écoles.....	1615
<b>FAILLIS :</b>	
Dugas.....	1623
Duquet.....	1624
Gervais <i>et al.</i> .....	1624
Houde.....	1658
Hurtubise.....	1657
Inglis & Co.....	1624
Michaud.....	1623
Parent.....	1657
Sutton.....	1623
Taylor & Co.....	1658
Willie.....	1623
<b>LICITATIONS :</b>	
Dme Lortie vs Lortie <i>et al.</i> .....	1624
Dumesnil vs. Labelle <i>et al.</i> .....	1625
<b>MEMBRE ÉLU :</b>	
Ed. Bouffard.....	1609
<b>MINUTES DE NOTAIRE TRANSFÉRÉES :</b>	
Minutes de A. Fortier transférées à M. Forest.....	1611
Minutes de H. St-Louis transférées à H. Jasmin.....	1611
<b>MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :</b>	
Canton Loranger.....	1613
Chelsea.....	1613
Côte des Lacasse.....	1612
Eaton.....	1614
Grande Anse.....	1613
Manche d'Épée.....	1613
N.-D. du Saint-Rosaire.....	1613
Ormstown.....	1614
Saint-Bernardin de Waterloo.....	1614
Sainte-Christine.....	1613
Vallée Gatineau.....	1613

Index of notices appearing for the first time  
in the "Official Gazette".—No. 28

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Causapséal several lots of Amqui.....	1611
To annex to Lachine several lots of Saint Pierre aux Liens.....	1612
To annex to Montebello several lots of Sainte Angélique.....	1612
To annex to Saint Basile several lots of Bois de l'Ail.....	1611
To annex to Côte Visitation several lots of Saint Grégoire le Thaumaturge.....	1614
<b>BOARD OF EXAMINERS :</b>	
Farnham West.....	1612
Hull.....	1609
Papineauville.....	1612
Rimouski.....	1612
Saint Jovite.....	1612
Sherbrooke.....	1610
Valleyfield.....	1612
<b>TURNPIKE ROADS :</b>	
North Shore, Quebec.....	1620
<b>EXAMINATION OF CANDIDATES :</b>	
For the position of school inspectors.....	1615
<b>INSOLVENTS :</b>	
Dugas.....	1623
Duquet.....	1624
Gervais <i>et al.</i> .....	1624
Houde.....	1658
Hurtubise.....	1657
Inglis & Co.....	1624
Michaud.....	1623
Parent.....	1657
Sutton.....	1623
Taylor & Co.....	1658
Willie.....	1623
<b>LICITATIONS :</b>	
Dme Lortie vs. Lortie <i>et al.</i> .....	1624
Dumesnil vs. Labelle <i>et al.</i> .....	1625
<b>MEMBER ELECTED :</b>	
Ed. Bouffard.....	1609
<b>MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :</b>	
Minutes of A. Fortier transferred to M. Forest.....	1611
Minutes of H. St-Louis transferred to H. Jasmin.....	1611
<b>SCHOOL MUNICIPALITIES :</b>	
Township Loranger.....	1613
Chelsea.....	1613
Côte des Lacasse.....	1612
Eaton.....	1614
Grande Anse.....	1613
Manche d'Épée.....	1613
N. D du Saint Rosaire.....	1613
Ormstown.....	1614
Saint Bernardin de Waterloo.....	1614
Sainte Christine.....	1613
Vallée Gatineau.....	1613

## NOMINATIONS :

*Commissaires d'écoles :*

Montréal.....	1610
Québec.....	1610

## SÉPARATION DE BIENS :

Dme Garceau vs. Friend.....	1620
-----------------------------	------

## TERRES DE LA COURONNE :

*Avis de cancellation, etc. :*

Aldfield.....	1615
---------------	------

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## BEAUCÉ :

Grégoire vs. Vachon.....	1629
--------------------------	------

## BEAUFARNOIS :

Masson vs. Choquette.....	1630
---------------------------	------

## BEDFORD :

Dme Rykerd vs. Dme Ellison.....	1631
---------------------------------	------

## IBERVILLE :

Hon. Laviolette vs. Gamache.....	1635
La Ville de Saint-Jean vs. Le Club de Saint-Jean.....	1635

## KAMOURASKA :

Dubé vs. Cie chemin de fer Témiscouata.....	1637
---	------

## MONTREAL :

Banque Nationale vs. Beaucage.....	1640
Dme Joassin vs. Daoust.....	1639
Phillips vs. Constantineau.....	1640
The Washington Building Trust Co. vs. Ouimette.....	1640
Trudeau vs. Duval.....	1641

## OTTAWA :

Beattie vs. North America Phosphate Company.....	1646
---	------

## RICHELIEU :

Caisse vs. Allard.....	1649
Dme Allard vs. Allard.....	1648
Sénécal vs. Armstrong.....	1648

## SAINT-HYACINTHE :

Richard vs. Laperle.....	1651
--------------------------	------

## TERREBONNE :

Delle Gladu vs. Prevost.....	1652
Poirier vs. Griffin.....	1652

## TROIS-RIVIÈRES :

Bruneau <i>et al</i> vs. Garceau.....	1654
Carignan <i>et al</i> vs. Descoteau.....	1654
Hamel vs. Mayrand <i>et al</i> .....	1654

## APPOINTMENTS :

*School Commissioners :*

Montreal.....	1610
Quebec.....	1610

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Garceau vs. Friend.....	1620
-----------------------------	------

## CROWN LANDS :

*Notice of cancellation, etc. :*

Aldfield.....	1615
---------------	------

## SHERIFFS' SALES :

## BEAUCÉ :

Grégoire vs. Vachon.....	1629
--------------------------	------

## BEAUFARNOIS :

Masson vs. Choquette.....	1630
---------------------------	------

## BEDFORD :

Dme Rykerd vs. Dme Ellison.....	1631
---------------------------------	------

## IBERVILLE :

Hon. Laviolette vs. Gamache.....	1635
The Town of Saint Johns vs. Le Club de Saint Jean.....	1635

## KAMOURASKA :

Dubé vs. Témiscouata Railway Co.....	1637
--------------------------------------	------

## MONTREAL :

National Bank vs. Beaucage.....	1640
Dme Joassin vs. Daoust.....	1639
Phillips vs. Constantineau.....	1640
The Washington Building Trust Co. vs. Ouimette.....	1640
Trudeau vs. Duval.....	1641

## OTTAWA :

Beattie vs. North America Phosphate Company.....	1646
---	------

## RICHELIEU :

Caisse vs. Allard.....	1649
Dme Allard vs. Allard.....	1648
Sénécal vs. Armstrong.....	1648

## SAINT HYACINTH :

Richard vs. Laperle.....	1651
--------------------------	------

## TERREBONNE :

Delle Gladu vs. Prevost.....	1652
Poirier vs. Griffin.....	1652

## THREE RIVERS :

Bruneau <i>et al</i> vs. Garceau.....	1654
Carignan <i>et al</i> vs. Descoteau.....	1654
Hamel vs. Mayrand <i>et al</i> .....	1654